MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

Mémoire soutenu en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES

OPTION : Economie

FILIERE : Economie Appliquée

THEME :

REVENU ET CONSOMMATION DES MENAGES AU BENIN

Présenté par :

Sossa Djabe ADINS & **Pacome D.DANGBENON**

Sous la direction de :

Maître de stage :

Mr Parfait BOJRENOU

Maître de mémoire :

Dr Yves Yao SOGLO

Enseignant à la FASEG/ UAC

Année Académique : 2015-2016

AVERTISSEMENT

LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION NI IMPROBATION AUX OPINIONS ÉMISES DANS CEMÉMOIRE. CES OPINIONS DOIVENT ÊTRE CONSIDERÉES COMME PROPRES A LEURS AUTEURS

SOMMAIRE

DEDICACE....ii

DEDICACE....iii

REMERCIEMENT....iv

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATION....v

Résume....vii

Introduction....1

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE....3

SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE....3

SECTION 2 : CADRE INSTITUTIONNEL....23

CHAPITRE 2 : PRESENTATION ET ANALYSES DES RESULTATS....31

SECTION 1 : ANALYSE STATISTIQUE....31

SECTION 2 : ANALYSE ECONOMETRIQUE....37

CONCLUSION....47

Bibliographie....49

ANNEXES....i

TABLE DES MATIERES....xii

DEDICACE

Je dédie cette œuvre à :

- Mon Père **Lokossou Marc SOSSA DJABE**
- Ma mère **Dansi Catherine ZOUNON.**
- Mes frères et sœurs **: Robert, Mathias, Boniface, Odette, Josephine, Noëllie, Elisabeth.**
- **Fulbert HONGBO** et sa femme **Martine DEKAWE.**

DEDICACE

Je dédie ce mémoire à :

- Mon père **Rigobert DAH DANGBENON.**
- Ma maman chérie **Mélanie HOUNKONNOU.**
- Mes oncles et tante **: Richard DAH DANGBENON, Akim AHISSOU, Félix HOUNKONNOU.**
- Mes frères et sœurs **: Grégoire, Paterne, Thomas, Edwige, Tatiana**

REMERCIEMENT

Nos sincères remerciements et profondes reconnaissances à :

- Professeur **Yves SOGLO,** notre directeur de mémoire ;
- Professeur **Alastaire ALINSATO ;**
- Mr **Kenneth KPONOU,**
- Mr **Parfait BODJRENOU**, notre maitre de stage : Chef Service de Gestion du Système de l'Information(C/ SGSI) du Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes(MESFTPRIJ) ;
- **Anicette F. GNINAFON**, Technicienne supérieure en planification en service à la Direction de la Programmation et de la Prospective(DPP)/SGSI au Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes(MESFTPRIJ) ;
- Mr le président du jury et les honorables membres du jury qui apprécieront ce travail tout en apportant leurs contributions et critiques pour son amélioration.

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATION

BCEAO : Banque Centrale des Etats de L'Afrique de L'Ouest

CDMT : Cadre de Dépense à Moyen Terme

CF : Consommation Finale

CSEPP : Cellule de Suivi-Evaluation des Projets et Programmes

CT : Court Terme

DAC : Division Accueil et Courrier

DC : Directeur de Cabinet

DCADS : Division Centralisation et Analyse des Données Statistiques

DCIP : Division de la Coopération avec les Institutions Publiques

DCPG : Division de la Coopération avec les organisations Privées et non Gouvernementales

DEP : Division des Etudes Prospectives

DGAP : Division Gestion Administrative et du Personnel

DGI : Division Gestion de l'Information

DM : Division Matériel

DP : Division de la Planification

DPP : Direction de la Programmation et de la Prospective

DPB : Division Programme et Budgétisation

DSE : Division Suivi-Evaluation

EXP : Exportation des biens et services

FBCF : Formation Brute de Capital Fixe

GDP : Gross domestic Product (PIB)

IMP : Importation des biens et services

INSAE : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

IPC : Indice des prix à la consommation

L : Logarithme népérien

LT : Long Terme

MCE : Modèle Correction d'Erreur

MCO : Moindre Carré Ordinaire

MESFTPRIJ : Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes

PIB : Produit Intérieur Brut

PMC : Propension Moyenne à Consommer

PmC : Propension Marginale à Consommer

IPC : Indice des prix à la consommation

MESFTPRIJ : Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes

RNB : Revenu national brut

SA : Secrétaire Général

SC : Service de la Coopération

SEP : Service des Etudes et de la Prospective

SGM : Secrétaire Générale du Ministère

SGSI : Service Gestion du Système d'Information

TCHGE : Taux de change

TDPO : Taux de dépôt

UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest Africa

Résume

La consommation des ménages occupe une place de première importance parmi les grands agrégats économiques. Désignée comme « l'objectif unique et ultime de toute production », la consommation des ménages occupe une place particulière dans le fonctionnement de l'économie. Il est important au sein d'un pays de voir les habitudes de consommation des ménages. Afin de voir comment les ménages choisissent leur décision de consommation suite à une augmentation du revenu, notre étude s'intéresse à analyser le lien entre le revenu et la consommation des ménages. Pour cela nous avons utilisé la méthode de MCE pour l'estimation des tests basée sur des données de la banque mondiale et de la BCEAO.

Suite à cela, il ressort que le revenu à un effet positif sur la consommation des ménages.

Introduction

La consommation des ménages fait aujourd'hui l'objet d'études diverses dans plusieurs domaines notamment en économie, en statistique, en sociologie, en démographie.
La consommation des ménages occupe une place de première importance parmi les grands agrégats économiques. En effet, elle représente plus des deux tiers du PIB de l'UEMOA selon la *Perspective Monde*. Elle est donc indispensable à la mise en place des bonnes politiques économiques et à la stabilité macroéconomique d'un pays.

L'étude des comportements de consommation est donc un enjeu majeur de l'analyse économique. Dès lors, il apparait judicieux de l'étudier

Pour Keynes. L'état général de l'économie dépend en dernière analyse du niveau d'investissement des entreprises. Or ce niveau d'investissement dépend lui-même de la façon dont les responsables d'entreprise anticipent la consommation. Lorsque le revenu national augmente, cela implique une augmentation du revenu disponible des ménages et, ces derniers ont tendance à consommer plus. Sur le marché des biens et services, la demande de bien de consommation va augmenter. Pour faire face à cette hausse de la demande, les entreprises existantes vont embaucher. On assistera à la création d'autres entreprises si cette hausse de la demande persiste. Cela va favoriser l'emploi et diminuer le chômage. Keynes recommande donc d'encourager la consommer la consommation par différents moyens (qui pourront élever le revenu disponible des ménages) pour permettre le retour au plein.

Les questions du chômage et du sous-emploi demeurent des préoccupations majeures au niveau national et international. Au Bénin, le gouvernement a marqué son engagement pour relever le défi de la création d'emplois décents et durables pour le plus grand nombre de ceux qui arrivent sur le marché du travail. Le gouvernement peut s'inspirer de la vision de Keynes pour atteindre cet objectif.

Si en effet, la relation entre le revenu courant et la consommation est stable, alors on pourra mener une politique de relance par la consommation. Ainsi l'Etat peut accroître ses dépenses, par exemple, en augmentant les prestations sociales aux ménages qui verront leurs revenus s'élever et par conséquence augmenteront leur consommation. Ce qui entraînera également

une hausse de la production. C'est un moyen pour l'Etat de stimuler la croissance et l'emploi : augmenter le revenu entraîne via la consommation, un effet multiplicateur sur la production national

La littérature économique révèle que cet agrégat dépend fondamentalement du revenu, du niveau des prix, du taux d'intérêt. Le présent travail de recherche se propose d'analyser l'effet du revenu sur la consommation des ménages à travers une étude économique intitulé revenu et consommation des ménages au Bénin. Ainsi donc notre travail s'articulera autour de deux chapitres essentiels et d'une conclusion. Dans le chapitre premier nous aborderons le cadre théorique et institutionnel de l'étude. Dans le deuxième, nous présentons et analysons les résultats de notre étude avant d'aboutir aux recommandations de politique économiques qui en découlent.

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE

SECTION 1 *: CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE*

Paragraphe 1 *: Problématique*

Le développement économique et social est au centre de toute politique économique. Ce développement peut entrainer la croissance économique mesurée au travers de la croissance du PIB. Or la consommation des ménages est la principale composante du PIB. Au Bénin, sur la période 1999 à 2011, l'analyse de la structure du PIB révèle une prédominance de la consommation finale avec un poids moyen annuel de 89,5% du PIB.

La consommation finale est constituée en grande partie de la consommation finale des ménages ou consommation privée, qui représente en moyenne 75,5% du PIB. Elle constitue le principal moteur de la croissance économique selon l'INSAE, comptes nationaux 1999 à 2011.

Chaque fois nous achetons les aliments, les vêtements ou les billets de cinéma, nous consommons une partie de la production de l'économie. Globalement tous les types de consommation représentent quelque deux tiers (2/3) du PIB, les macroéconomiques prêtent depuis toujours la plus grande attention à la manière dont les ménages prennent leur décisions de consommation.

Il est donc important au sein d'un pays de voir les habitudes de consommation des ménages. En France, sur la période 1960 à 2008, la consommation n'a cessé d'accroitre à mesure que le revenu des ménages augmentait mais depuis 2009, la baisse générale du pouvoir ressentit du pouvoir d'achat, assortit d'une peur grandissante de l'avenir causée par la crise de 2008, pousse le consommateur à se tourner davantage vers l'économie grise, à savoir l'achat d'occasion, le troc, l'échange ou encore la location. Dumontier (2013)

Depuis l'origine des recherches en macroéconomie, nombreux sont les économistes qui ont étudié la théorie du comportement des consommateurs et suggéré diverses manières d'interpréter les données relatives à la consommation et au revenu.

Keynes (1936) considère que la consommation est une fonction stable du revenu : en

moyenne, « les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que le revenu croit ». De nombreuses critiques ont contredit la vision keynésienne. Kuznets a ainsi montré la relation entre la consommation et le revenu des ménages américains entre 1869 et 1938 en observant la constance de la propension moyenne à consommer dans le temps.

Mais si Keynes considère que la consommation croit avec le revenu, les classiques notamment Friedman (1957) pensent au contraire que l'accroissement du revenu n'entraine pas nécessairement l'augmentation de la consommation.

Les questions du chômage et du sous-emploi demeurent des préoccupations majeures au niveau national et international. Au Bénin, le gouvernement a marqué son engagement pour relever le défi de la création d'emplois décents et durables pour le plus grand nombre de ceux qui arrivent sur le marché du travail. Pour relever ce défi, Une croissance annuelle du PIB est nécessaire. Un pays dont la consommation représente en moyenne 82% du PIB selon les données de la Banque Mondiale, pour une augmentation du PIB, il faut un accroissement de la consommation. Etant donné qu'il y'a une relation entre le revenu et la consommation, alors on peut augmenter le revenu pour augmenter la consommation. En effet, pour permettre le plein emploi, Keynes recommande d'encourager la consommation par un accroissement du revenu.

Puisqu'il y a une controverse entre les différents auteurs, le revenu permet-il de déterminer le niveau de la consommation ? La question est de savoir si le revenu explique la consommation au Bénin.
Keynes admet qu'une augmentation du revenu disponible des ménages augmente aussi leur consommation mais moins beaucoup vite. Dans le cas du Bénin, la consommation entretient-il un lien avec le revenu ? Autrement dit, l'augmentation du revenu entraine-t-elle l'augmentation de la consommation ? Et quelle est la proportion de la variation de la consommation qui est expliquée par le revenu ?

Paragraphe 2 *: Objectifs et hypothèses de l'étude*

Pour mener à bien cette étude, un certain nombre d'objectifs et d'hypothèses s'avèrent nécessaire pour canaliser notre vision afin de nous alléger la tâche.

A- Objectifs

L'objectif général est d'analyser le lien entre la consommation et le revenu.

De façon spécifique, il s'agira de :

- Identifier l'effet du revenu sur la consommation.
- Démontrer que la consommation varie moins vite que la variation du revenu.

B- Hypothèses

- le revenu influence positivement la consommation.
- La consommation varie dans une proportion moindre que celle du revenu.

Paragraphe 3 : Revue de la littérature

Revue des principaux modèles macroéconomiques de la consommation

L'analyse de la consommation dans une perspective macroéconomique trouve son origine dans la *Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie* de Keynes (1936). Cet auteur développe le concept de fonction de consommation afin d'argumenter son rejet de la loi de Say, d'après laquelle « toute offre crée ses propres débouchés ». Une idée fondamentale, connue sous le nom de loi psychologique, consiste à dire que lorsque le revenu accroit, la consommation s'accroît mais dans une moindre mesure. Le revenu courant est alors le déterminant essentiel de la consommation contemporaine. Les premiers travaux menés à partir de données individuelles en coupe transversale ont permis de confirmer la loi psychologique de Keynes, notamment sous sa forme relative. Il est ainsi montré que le taux d'épargne de l'individu est d'autant plus élevé que son revenu est élevé. Cependant, les premiers travaux menés sur données agrégées en coupe longitudinale incitent à nuancer ces résultats. Ainsi, Kuznets montre la constance sur longue période (de 1869 à 1938) de la propension moyenne à consommer c'est-à-dire du taux d'épargne. La consommation

représente donc une fraction constante du revenu. Par ailleurs, la propension marginale à consommer évaluée en coupe instantanée est inférieure à celle obtenue à partir de séries de longue période. Smithies, (1945 et 1946). La consommation est alors moins sensible, à court terme, aux variations du revenu qu'à long terme.

Des tentatives de réponse à ces premières critiques à la théorie keynésienne de la consommation ont alors été avancées. Tout d'abord, Duesenberry (1949) propose, dans la lignée des conceptions keynésiennes, la théorie du revenu relatif. Dans ce cadre, la consommation dépend à la fois du niveau du revenu et du revenu moyen du groupe social auquel l'agent s'identifie. Il y a alors interdépendance de la consommation des différents agents. Ainsi, puisqu'un individu cherche à imiter la consommation des agents d'un groupe ayant un niveau de vie supérieur, cet individu sera caractérisé par une propension moyenne à consommer plus élevée que celle d'un agent ayant un revenu supérieur. Dans ce cadre, les estimations réalisées sur données de longue période montrent que la propension marginale à consommer est supérieure à la propension à consommer le revenu propre. Cependant, cette théorie prédit qu'un agent ayant de faibles revenus désépargne continuellement. Ce point met en évidence que la prise en compte des contraintes budgétaires des agents est nécessaire. Duesenberry (1949) propose, par ailleurs, l'hypothèse d'une irréversibilité des choix de consommation effectués par les agents dans le passé. Il considère que lorsque le revenu diminue, il est difficile pour un agent de réduire sa consommation. La consommation est alors déterminée par le revenu courant et l'écart entre le revenu maximum atteint dans le passé et le revenu courant. Sous cette hypothèse, la consommation actuelle de l'agent tend à se rapprocher des niveaux élevés antérieurs de consommation. Ainsi, un niveau élevé de revenu tend à modifier les habitudes de consommation. Lorsque le revenu est réduit, la consommation ne diminue pas aussi rapidement qu'elle a augmenté. A l'inverse, lorsque le revenu augmente, la consommation suit son sentier de croissance de long terme. Notons que Duesenberry (1949) met essentiellement l'emphase sur un phénomène de formation d'habitudes externes. En effet, dans le cadre proposé par cet auteur, la persistance des habitudes est liée à un phénomène social, un effet de démonstration vis-à-vis de la catégorie sociale à laquelle appartient l'agent. Il mentionne toutefois, que ce phénomène peut être internalisé par l'agent. Dans ce dernier cas, l'agent observe sa consommation passée pour déterminer son niveau de consommation présent sans tenir compte de la consommation des autres agents.

Remarquons ici, que Keynes lui-même évoque ce phénomène :

en moyenne et la plupart du temps les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu ... Ceci est particulièrement vrai lorsqu'on a en vue des courtes périodes, comme celles des fluctuations dites cycliques de l'emploi, pendant lesquelles les habitudes, en tant qu'elles se distinguent des propensions psychologiques plus durables, n'ont pas le temps de s'adapter aux changements des circonstances objectives. Le train de vie des individus a généralement la priorité dans l'emploi de leurs revenus... Keynes (1936) : 84.

Brown (1952) reformule l'hypothèse initialement proposée par Duesenberry (1949) en remplaçant le revenu de référence par le niveau de consommation de la période précédente. La consommation passée d'un individu a alors un impact sur sa consommation présente. Brown (1952) suggère que la persistance des habitudes est interne à l'agent qui en tient compte lorsqu'il prend ses décisions de consommation. Les habitudes dans le comportement de consommation et l'inertie à court terme de la consommation supposées par Brown (1952) lui permettent de montrer que la propension marginale à consommer à long terme est supérieure à la propension marginale à consommer à court terme.

Duesenberry (1949) et Brown (1952) montrent que l'hypothèse de persistance des habitudes dans le comportement de consommation des ménages est pertinente pour répondre à certaines critiques adressées à la théorie keynésienne de la consommation. Cependant, leurs théories ne concernent que les fluctuations de court terme de la consommation autour de sa tendance de long terme et ne donnent pas de fondements à la relation de long terme entre consommation et revenu. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà mentionné, la prise en compte des contraintes de ressources des agents est nécessaire. En effet, le lissage de la consommation implique qu'à certains moments la consommation des individus peut être supérieure ou inférieure au revenu de la période. Les agents ne peuvent pas s'affranchir des contraintes de ressources. Une consommation supérieure (respectivement inférieure) au revenu, implique une diminution de l'épargne (respectivement une augmentation).

Finalement, on peut noter un constat plus général au sujet de l'approche keynésienne. En effet, dans la théorie keynésienne de la consommation, l'épargne représente le résidu de la consommation exclusivement comme fonction du niveau des revenus et elle n'est donc pas la conséquence d'un choix entre le présent et le futur. Du fait de cette lacune fondamentale de l'approche, il est nécessaire de définir un cadre d'analyse inter temporelle de la

consommation. C'est tout l'apport de l'analyse néoclassique des choix inter temporels.

L'approche néoclassique, issue des travaux réalisés par Modigliani et Brumberg (1954), Friedman (1957) et Ando et Modigliani (1960) fait dépendre la consommation du taux d'intérêt et de la richesse. Cette approche reprend le cadre théorique développé par Fisher (1930), où les choix de consommation sont bien analysés dans un perspectif inter temporel et où la consommation courante est une fonction de la richesse et du taux d'intérêt. L'analyse néoclassique de la consommation agrégée repose sur l'analyse microéconomique des choix individuels et étend l'analyse fishérienne au niveau macroéconomique. Friedman (1957) approfondit l'idée initiée par Brown d'inertie de la consommation à court terme. Cependant, pour Friedman, la consommation n'est pas déterminée par le revenu courant mais par le revenu moyen anticipé, appelé revenu permanent. Ce revenu permanent, économiquement pertinent pour analyser les décisions de consommation n'est pas observable statistiquement. Il diffère notamment du revenu courant, observable statistiquement, mais qui est soumis à des fluctuations conjoncturelles sans grande importance pour les plans de consommation. La spécification friedmanienne de la fonction de consommation permet d'intégrer la critique de Kuznets (élasticité unitaire de la consommation par rapport au revenu, c'est-à-dire un taux d'épargne constant) et celle de Smithies (propension marginale à consommer le revenu de court terme inférieure à la propension marginale à consommer de long terme). C'est sur la base du modèle fishérien tel qu'il est présenté par Friedman que les théories modernes de la consommation se sont développées.

L'approche théorique moderne de l'étude de la consommation s'appuie sur trois postulats majeurs. Tout d'abord, les hypothèses se veulent microfondées. Il faut, de plus, considérer que l'agent qui prend les décisions est rationnel. Enfin, les consommateurs agissent, tout au long de leur vie, en accord avec un plan de consommation. En satisfaisant ces points, la théorie du cycle de vie et l'hypothèse du revenu permanent sont devenues prédominantes dans la littérature. Les théories modernes reposent sur le modèle de choix inter temporels et retiennent la richesse et le taux d'intérêt comme déterminants de la consommation. Malgré ces petites différences, les théories présentent surtout le même problème empirique, celui de la mesure de la richesse. En effet, l'évaluation de celle-ci nécessite de connaître les flux de revenus futurs, ce qui pose la question de leur anticipation. La théorie du revenu permanent a ainsi été remise en cause avec la critique de Lucas (1976) et les hypothèses des anticipations rationnelles. Hall (1978) introduit alors le concept d'anticipations rationnelles

dans le modèle du cycle de vie, incluant l'hypothèse du revenu permanent. Cette innovation majeure permet de tester empiriquement le modèle. Le principal avantage de la modélisation que l'auteur propose est de réconcilier les évolutions de court terme de la consommation avec celles de plus long terme. En effet, le modèle implique le lissage de la consommation de l'agent d'une période à l'autre tout au long du cycle de vie. Cependant, certaines études économétriques rejettent l'hypothèse de revenu permanent avec anticipations rationnelles. Par exemple, Hayashi (1982) montre que l'hypothèse du revenu permanent n'est acceptée que lorsqu'elle est estimée et testée sur des séries de biens de consommation qui incluent les services, mais qu'elle est rejetée dans d'autres cas. En outre, ce modèle n'explique pas l'*excès de lissage* de la consommation. Il implique une relation entre la variance de la variation de la consommation et la variance des hausses non anticipées de revenu. Or les études économétriques suggèrent souvent que la variance empirique de la variation de la consommation est sensiblement plus faible que celle prédite par le modèle. En effet, Campbell et Deaton (1989) et Deaton (1992) ainsi que Bloch et Maurel (1991), respectivement sur données américaines et françaises, montrent qu'il y a un *excès de lissage* de la consommation que n'explique pas le modèle de Hall. Certaines études empiriques remettent en cause les résultats du modèle de revenu permanent pour d'autres raisons, notamment le fait que le modèle n'explique pas non plus l'*excès de sensibilité* de la consommation (voir Flavin, 1981). Une des implications du modèle est qu'une hausse anticipée du revenu entraîne une augmentation de la consommation inférieure à celle qu'induit une hausse équivalente mais non anticipée du revenu. En effet, le modèle implique une relation entre variation de la consommation et revenu passé c'est-à-dire revenu anticipé. Toutefois, les estimations du coefficient portant sur le revenu passé impliquent une trop forte sensibilité de la consommation au revenu passé et donc, anticipé, par rapport aux implications du modèle théorique.

A- La fonction de consommation keynésienne :

Les hypothèses :

Dans les années 1930, Keynes ne disposait pas de données statistiques sur la consommation des ménages. Faute de données statistiques, il proposa une série de conjectures sur

la fonction de consommation basées sur l'intuition et l'observation, il choisit de formuler plusieurs hypothèses relatives à la fonction de consommation.

1ère hypothèse : le principal déterminant de la consommation est le revenu courant. Pour lui, le taux d'intérêt n'a qu'une influence marginale, ce qui remet en cause les théories des économistes classiques antérieurs.

2ème hypothèse : la propension moyenne à consommer diminue à mesure que le revenu augmente : C/Y = PMC. Pour lui, l'épargne est un luxe et, par conséquent, les riches épargnent une part plus grande de leur revenu que les pauvres.

3ème hypothèse : la propension marginale à consommer est comprise entre 0 et 1. C'est la part consommée de chaque unité supplémentaire de revenu : $0 < dC/dY = c < 1$.

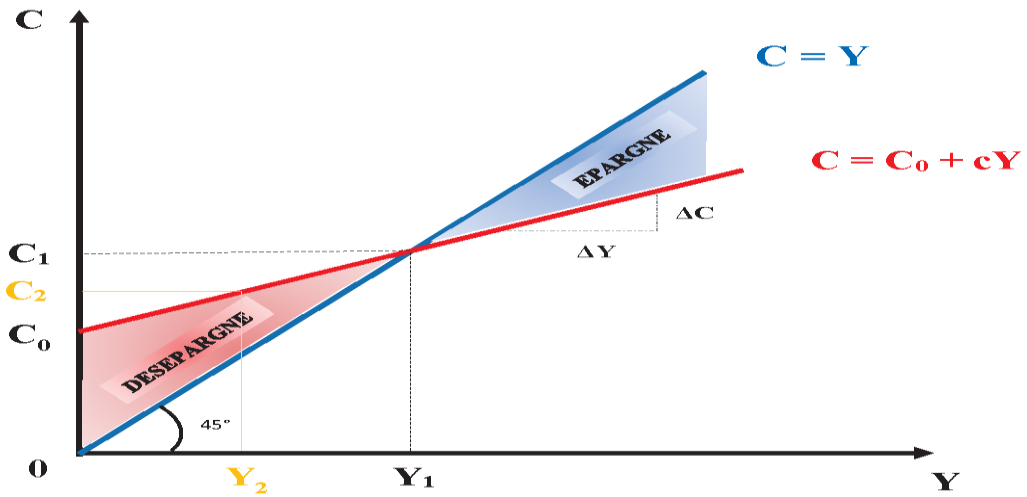
Celle-ci est basée sur une *loi psychologique fondamentale* énoncée ainsi : « *En principe et en moyenne, les gens tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais moins que proportionnellement à la croissance du celui-ci* ».

4ème hypothèse : Il existe une consommation incompressible quand le revenu est nulle (désépargne)

De ces hypothèses découle la formulation suivante : $Ct = cYt + Co$

Où - C et Y représentent la consommation et le revenu disponible

- c = propension marginale à consommer = pente de la fonction de consommation dC/dY.
- Co = consommation incompressible qui existe même quand le revenu est nul.



Source : David Guerreiro, Macroéconomie I

La fonction de consommation ci-dessus est dotée des 3 propriétés posées par Keynes :

- C fonctions de Y
- PMC décroissante avec le Y : `c = C/Y = (cY + Co)/Y = c + Co/Y ; en outre on constate que la propension moyenne à consommer est supérieure à la propension marginale.
- c comprise entre 0 et 1 : PmC = pente la fonction = dC/dY.

B) Les reformulations de la fonction de consommation keynésienne :

1) L'effet de cliquet (ou de crémaillère) : DUESENBERRY (1948), MODIGLIANI (1949) :

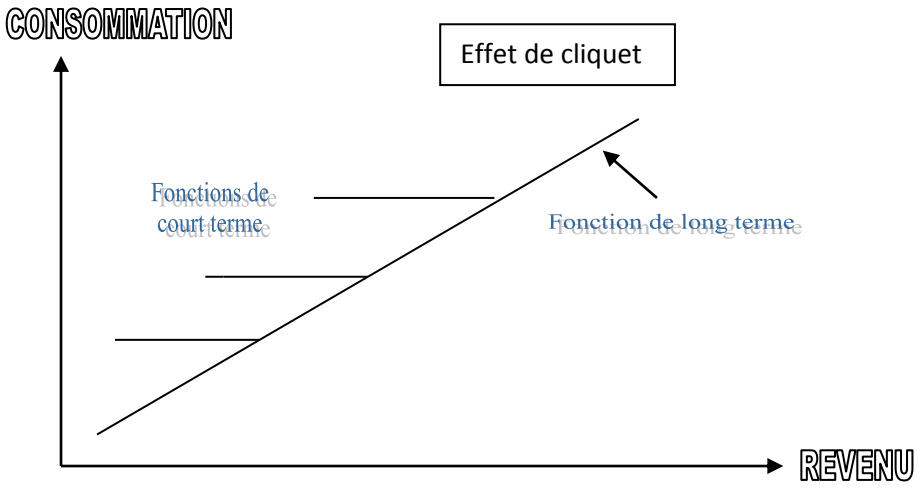
Il y a irréversibilité dans le comportement de consommation.

Quand le revenu diminue, la consommation diminue très peu. Le consommateur cherche à stabiliser sa consommation au niveau correspondant au revenu le plus élevé obtenu dans le passé, en épargnant moins ou en s'endettant.

L'effet de cliquet permet d'expliquer pourquoi la propension à consommer se comporte de manière contra-cyclique à court terme, alors qu'elle est stable à long terme.

- En phase de dépression : la consommation baisse moins que le revenu courant (en raison de la force de rappel exercée par le revenu le plus élevé atteint dans le passé, supérieur au revenu courant) => PMC augmente
- En phase d'expansion : la consommation augmente moins que le revenu (le revenu le plus élevé atteint dans le passé, inférieur au revenu courant, exerce un effet de freinage) => PMC baisse

A long terme, revenu courant et revenu maximal de référence sont égaux => PMC stable.



Quand le revenu augmente, la consommation suit la fonction de long terme.
Quand le revenu baisse, la consommation suit une des fonctions de court terme.

2) L'effet de démonstration : J. DUESENBERRY (1949) :

La propension à consommer d'un ménage dépend non seulement de son revenu, mais aussi d'un effet de démonstration exercé par les ménages à revenu élevé, qui pousse vers le haut la consommation des ménages à revenu faible.

La propension à consommer d'un ménage s'explique non par le revenu absolu du ménage mais par son **revenu relatif** par rapport au revenu moyen des ménages.

Cette théorie permet d'expliquer en même temps la baisse de la PMC en coupe instantanée, et la stabilité de la PMC à long terme :

- Cas des ménages pauvres : ils tentent d'imiter le mode de consommation des riches, par conséquent ils ont une PMC plus forte. Cela explique que la PMC diminue au fur et à mesure que le revenu augmente dans les études en coupes instantanées.
- Ce comportement d'imitation est adopté par toutes les catégories de revenus, ainsi à mesure que le revenu d'un ménage augmente au cours du temps, il va imiter la consommation de la catégorie supérieure, donc sa PMC ne baisse pas mais reste constante. Si la distribution des revenus est stable à LT, la PMC constante à LT.

La fonction de consommation individuelle, pour un consommateur i, peut s'écrire :

$Ci = cRi + b.(\grave{R} - Ri)$ avec $0 < b < c < 1$

Où Ri = revenu de l'individu, $\grave{R}$ = revenu moyen, $(\grave{R} - Ri)$ = revenu relatif du consommateur.

$PMC = Ci/Ri = c + b.\grave{R}/Ri - b.Ri/Ri = c - b + b.\grave{R}/Ri.$

Si Ri faible => PMC élevée pour se rapprocher du standard moyen de consommation.

Si Ri élevé => PMC faible suffit pour être proche de la norme sociale.

=> Cela confirme les données en coupe instantanée : les hauts revenus ont une PMC plus faible.

=> Cela explique aussi le paradoxe de Kuznets : si la distribution des revenus est stable à long terme, la propension à consommer moyenne agrégée ne varie pas. Par agrégation, le terme b.(R – Ri) disparaît de la fonction de consommation collective qui s'écrit : C = cR. => la propension à consommer vaut c.

3) L'effet de mémoire de T.M. BROWN (1952) :

L'effet de cliquet a à son tour suscité quelques réserves parce que trop rigide. Brown introduit non pas une **irréversibilité** mais une **inertie** des comportements de consommation.

La consommation courante est expliquée par le revenu courant et la consommation de la période précédente ; cette dernière illustre le rôle des habitudes de consommation. .

$Ct = cYt + aCt-1 + Co$

Avec Ct : consommation au cours du temps T, et a : inertie de la consommation, $0<a<1$

Plus a est élevé, plus la consommation passée exerce un effet de mémoire important sur la consommation présente.

Différence CT/LT :

- CT : les habitudes de consommation sont données (Ct-1 ne peut être modifiée), la propension marginale à consommer est : $dCt/dYt = \mathbf{c}$

- LT : toute augmentation de revenu va se transmettre de période en période par le biais du terme a.Ct-1. La hausse de C en t => hausse de C en t+1 => hausse de C en t+2, etc. Supposons que la consommation soit stationnaire (avec l'hypothèse d'une croissance de la consommation de g% par an, on aboutit au même résultat mais le calcul est plus long).

Flux stationnaires : Ct = C "t ; Yt = Y "t.

$C = cY + aC + Co \Rightarrow (1-a).C = cY + Co \Rightarrow C = (c/1-a).Y + Co/(1-a)$

La propension marginale à consommer de LT est : $dC/dY = \mathbf{c/1-a}$

=> Pmc de long terme > Pmc de court terme. En effet : $(1-a) < 1 \Rightarrow 1/(1-a) > 1$.

4) Les choix inter temporel de Irving Fisher

L'économiste américain Irving Fisher (1930) est à l'origine de la théorie des choix inter-temporels qui repose sur 3 piliers :

- l'individu fait un choix entre consommation et épargne, choix qui découle d'un arbitrage entre le présent et le futur, alors que pour Keynes l'épargne était un résidu

- la consommation est fonction non pas du revenu mais de la richesse de l'individu

C = C (W, r) où W : richesse et r : taux d'intérêt.

- l'individu vise à ce que sa consommation actuelle et future lui assure une satisfaction maximale tout au long de sa vie. Le consommateur est confronté à une contrainte budgétaire inter-temporelle.

Les recherches récentes en matière de consommation s'inspirent du modèle de Fisher.

Envisageons la décision d'un consommateur dont la vie se déroule en 2 périodes. Il gagne un revenu Y1 et consomme C1 à la période 1, et gagne Y2 et consomme C2 en période 2

Toutes les variables sont réelles, corrigées de l'inflation.

Au cours de la 1ère période, l'épargne est égale à : S = Y1 – C1

A la 2ème période, la consommation est égale à l'épargne augmentée des intérêts + revenu Y2 : C2 = (1+r)S + Y2. Où r est le taux d'intérêt réel.

Ces 2 équations se vérifient également si le consommateur emprunte, dans ce cas S<0.

Introduisons la valeur de S dans la 2ème équation :

C2 = (1+r) (Y1 – C1) + Y2. On réaménage les termes pour avoir C d'un côté, Y de l'autre :

(1+r)C1 + C2 = (1+r)Y1 + Y2. On divise les 2 membres par (1+r) :

$$C1 + C2/ (1+r) = Y1 + Y2/ (1+r)$$

C'est la contrainte inter-temporelle du consommateur.

Y1 + Y2/ (1+r) : valeur actuelle du revenu.

Quel est l'impact de la variation du taux d'intérêt ? 2 effets sont à distinguer.

- l'effet revenu : le consommateur souhaite épargner plutôt qu'emprunter, la hausse de r augmente la rémunération de l'épargne, il est plus riche => hausse de C aux 2 périodes.
- l'effet substitution : le consommateur va épargner plus aujourd'hui pour consommer plus demain. => baisse de C1 et hausse de C2.

Effet global : hausse de C en période 2, mais effet à priori indéterminé en période 1.

Si l'individu est emprunteur, l'effet de revenu joue négativement : charges de remboursement en hausse => revenu disponible en baisse. => l'individu consomme moins aujourd'hui.

=> Comme les données agrégées amalgament emprunteurs et prêteurs, il est difficile de trouver une relation univoque entre C et i.

Envisageons maintenant l'effet d'une variation de la richesse des ménages. Supposons que la richesse réelle des ménages augmente. Ils peuvent léguer intégralement cette richesse supplémentaire à leurs enfants. Dans la pratique, il est probable qu'ils en utiliseront une partie pour consommer davantage (voiture, vacances, etc.). Pour un niveau donné du revenu disponible, la consommation augmentera. La fonction de consommation est déplacée vers le haut.

L'effet de richesse réelle est le déplacement de la fonction de consommation consécutif à une variation de la richesse des ménages, qui conduit ces derniers à modifier leur niveau de consommation, quel que soit le niveau du revenu disponible. Il peut être positif ou négatif.

La richesse est fonction bien entendu du patrimoine mobilière (Bourse) et immobilière (maison, appartements). Elle est aussi reliée au taux d'intérêt ; en effet, le taux d'intérêt modifie la valeur actualisée des revenus futurs (relation inverse).

Exemple d'une action. La valeur d'une action est la valeur actualisée de la somme des dividendes anticipés. Soit Valeur actuelle = dividendes/ $(1 + i)^n$

La baisse du taux d'intérêt augmente la valeur de l'action. Le même processus joue pour les obligations, il est appelé effet balançoire.

C) M. FRIEDMAN et l'hypothèse du revenu permanent (1957) :

Il reprend l'idée de l'HCV selon laquelle la consommation présente une inertie par rapport au revenu courant. En effet, les ménages n'aiment pas voir leur consommation fluctuer au gré du revenu, ils sont incités à aplanir les fluctuations de la consommation. Mais à l'inverse de l'HCV, selon laquelle le revenu suit un sentier d'équilibre pendant toute la vie des gens, Friedman postule que les revenus subissent d'année en année des chocs aléatoires et temporaires.

1- L'hypothèse du revenu permanent :

Le revenu courant est la somme de deux composantes : le revenu permanent et le revenu transitoire. Soit $Y = Y^P + Y^T$.

Le revenu permanent est la partie du revenu que les gens s'attendent à conserver à long terme. Il peut être mesuré par le flux de revenus que produit en moyenne la détention d'un capital, y compris le capital humain, soit $Y^P = W.r$, avec W la richesse et r le taux d'intérêt.

Le revenu transitoire celle dont ils ne prévoient pas le maintien.

Y^P : revenu moyen anticipé. Y^T : écart aléatoire par rapport à cette moyenne.

Illustration : des études plus poussées ont un impact permanent sur le revenu. En revanche, des primes, des bonus de fin d'année, les gains au jeu, les plus-values boursières, les heures supplémentaires, les variations de revenu dues à des conditions météorologiques ont un impact transitoire sur le revenu.

Le revenu permanent est une notion théorique, il n'est pas directement observable dans la réalité. Selon Friedman, la consommation dépend du revenu permanent. Si le salaire d'un individu augmente de manière permanente de 10 000$ par an, sa consommation va augmenter pratiquement proportionnellement.

Si le revenu transitoire varie, le consommateur a recours à l'épargne ou l'emprunt pour lisser sa consommation. Si un individu gagne 10 000$ au loto, et s'il pense vivre encore 50 ans, il va dépenser 200$ de plus par an pour répartir son gain sur l'ensemble des années qu'il lui reste à vivre.

Par conséquent, les consommateurs dépensent leurs revenus permanents, mais ils tendent à épargner l'essentiel de leur revenu transitoire. La consommation est proportionnelle au revenu permanent : $C = k.Y^P$ Où k est une constante qui mesure la fraction consommée du revenu permanent.

2- Les implications :

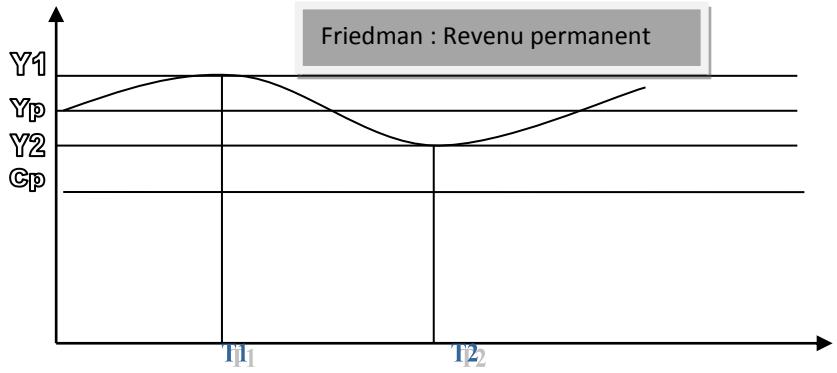
Un individu s'aperçoit que son revenu courant est passagèrement élevé : cela ne change pas son revenu permanent et donc le niveau de consommation qu'il peut soutenir à long terme, la consommation augmente peu. La plus grande partie de ce revenu supplémentaire sera épargnée pour disposer de plus d'argent quand son revenu sera inhabituellement bas. **$PMC = C/Y = k.Y^P /Y$**

La PMC est donc fonction du rapport entre le revenu permanent et le revenu courant.

Quand Y courant > Y^P => PMC baisse. (Hausse de l'épargne)

Quand Y courant < Y^P => PMC augmente. (Baisse de l'épargne).

⇨ PMC instable.



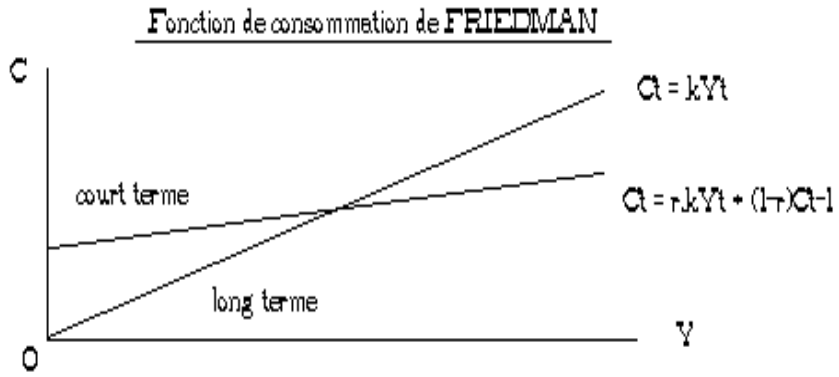
En T1, le revenu courant est > au revenu permanent, l'individu épargne, la PMC baisse.

En T2, le revenu courant est < au revenu permanent, l'individu désépargne, la PMC augmente.

Cela permet à Friedman de résoudre l'énigme de la consommation.

CT : les variations d'année en année du revenu sont dominées par le revenu transitoire => la PMC est décroissante.

LT : sur des périodes plus longues, sur 10 ou 20 ans, c'est la composante permanente du revenu qui influence le revenu => PMC constante. Comme l'indiquent les données de



Kuznets. Ce dont la fonction de consommation de Brown ne pouvait rendre compte.

Fonction de consommation à CT : r représente l'écart entre le revenu courant et le revenu permanent anticipé en période précédente

D) Robert Hall et l'hypothèse de marche au hasard (1978) :

Hall se base sur 2 hypothèses :

- Hypothèse du revenu permanent : la consommation est fonction des revenus que les individus s'attendent à gagner dans l'avenir.
- Hypothèse des anticipations rationnelles : les agents utilisent toute l'information disponible pour formuler des prévisions optimales sur l'avenir.

Si les 2 hypothèses sont vérifiées, il est impossible de prévoir les variations de la consommation dans le temps. On parle de *marche au hasard* de la consommation.

Explication : HRP => les consommateurs vont s'efforcer de lisser leur consommation dans le temps. A chaque moment, ils basent leur consommation sur les anticipations qu'ils ont actuellement quant à leurs revenus tout au long de la vie. Les événements nouveaux qui

modifient ces anticipations les amènent à faire varier leur consommation. Ex : promotion inattendue => impact permanent sur le revenu => hausse de la consommation.

Les variations de la consommation reflètent des surprises qui affectent le revenu permanent.

HAR => si les consommateurs utilisent de manière optimale toute l'information disponible, de telles surprises sont nécessairement imprévisibles => Les variations de leur consommation sont également imprévisibles et aléatoires.

Implications :

- les variations prévisibles du revenu n'ont pas d'effet sur la consommation. En effet, si les consommateurs avaient des raisons de s'attendre à une hausse ou une baisse de leur revenu, ils auraient dû adapter leur consommation dès qu'ils en ont eu connaissance. Seules des variations non anticipées doivent avoir un effet sur la consommation.
- seules des variations non anticipées des politiques économiques influencent la consommation. Ex : le Parlement décide aujourd'hui une hausse des impôts qui n'interviendra que l'année suivante => révision à la baisse des anticipations quant aux revenus futurs => baisse immédiate de la consommation.
- les modifications de politique ne portent leurs effets que si elles modifient les anticipations

Quand le relèvement fiscal intervient, la consommation ne se modifie pas car rien de neuf ne s'est passé depuis l'annonce de la modification fiscale.

Problème : il n'est pas possible d'observer directement les anticipations => il est difficile de savoir comment et quand les variations des politiques budgétaires modifient la demande agrégée.

Paragraphe 4: METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Spécification du modèle

Cette première étape comprend l'identification des variables et la formulation mathématique du modèle.

1- Identification des variables

- **Variables endogènes**

Etant donné que notre étude s'est fixé comme objectif d'analyse le lien entre la consommation et le revenu, il s'agit de modéliser la manière dont les ménages prennent leurs décisions de consommation. De façon précise, il s'agit d'identifier l'effet du revenu sur la consommation et aussi démontrer que la consommation varie moins vite que la variation du revenu. Dans ce cas, la variable dépendante de notre étude est notée CF qui est la consommation finale des ménages.

- **Variables exogènes**

De notre revue de littérature, le revenu national brut des ménages, l'indice des prix à la consommation, le taux de change, la formation brute de capital fixe, le taux d'intérêt créditeur, le produit intérieur brut par tête (GDP), les exportations et les importations apparaissent comme des variables explicatives de la consommation.

Le revenu a été établi comme expliquant la consommation par Keynes dans son idée fondamentale connue sous le nom de « loi psychologique ». Il constitue depuis lors, le principal déterminant de la consommation.

Le taux d'intérêt a été introduit dans l'analyse de la consommation par les Néo-Classiques. Ils ont fait observer que le partage consommation/épargne ne dépend pas seulement d'un flux de revenu, mais également du prix du temps c'est-à-dire le taux d'intérêt.

IPC : Indice des Prix à la Consommation ; la théorie économique postule entre inflation et consommation. Cette variable permettra alors de déterminer la relation qui existe entre la hausse du niveau général des prix et la consommation.
Lorsqu'il y'a dépréciation de la monnaie par exemple dans un pays ou dans une communauté, alors que ce dernier affecte les échanges avec d'autres pays, le prix de la monnaie locale va baisser et celui de la monnaie étrangère va augmenter. On assistera à une sorte d'inflation du fait que les biens et services qui seront importé deviendront chers. Pour savoir comment les ménages prennent leur décision de consommation lorsqu'il y'a dépréciation ou appréciation de la monnaie locale, nous allons utiliser le taux de change comme autre variable explicative de la consommation.

Afin d'évaluer l'effet du commerce extérieur sur la consommation des ménages, nous avons jugé bon d'utiliser les variables telles que l'exportation et l'importation comme variables explicatives.

Le taux d'intérêt dont il s'agit ici est le taux d'intérêt créditeur parce que ce dernier est l'élément fondamental qui conduit les ménages à décider de consommer ou d'épargner leur revenu.

2- Le modèle

Un modèle économétrique n'est autre chose qu'un modèle économique qui contient les spécifications nécessaires pour son application empirique. C'est donc le modèle économique auquel on ajoute un terme d'erreur ut.

$Ct=\alpha 0 + \alpha 1Yt + ut$

La première partie de ce modèle [$\alpha 0 + \alpha 1Yt$] constitue sa partie systématique et la deuxième [ut] sa partie stochastique ou aléatoire.

Le terme d'erreur u_t synthétise l'influence sur Ct [variable expliquée] de toutes les autres variables oubliées et des erreurs éventuelles de spécification de la forme fonctionnelle dans le modèle spécifié par l'économiste. De plus, sa présence dans le modèle rend les paramètres $\alpha 0$ et $\alpha 1$ inconnus, on ne sait plus les calculer, il faut donc les estimer.

En introduisant nos variables dans le modèle, la consommation finale des ménages sera en fonction du revenu national brut **(RNB**), le taux d'intérêt créditeur (**TDPO**), le taux de change nominal FCFA/dollars (**TCHGE**), l'indice des prix à la consommation **(IPC**) et le produit intérieur brut par tête (**GDP**) et les exportations **(EXP**)

$$\mathbf{CF_t = F\ (RNB_t, TDPO_t, IPC_t, TCHGE, EXP_t, IMP_t, FBCF_t, GDP_t)}$$

En introduisant le terme d'erreur u_t qui synthétise l'influence sur Ct [variable expliquée] de toutes les autres variables oubliées, on a un modèle économétrique suivante :

$$\mathbf{LCF_t = C_0 + C_1*LRNB + C_2*TDPO + C_3*LIPC + C_4*LTCHGE + C_5*LEXP + + C_6*LIMP + C_7*LFBCF + C_8*GDP + U_t}$$

Paragraphe 2 : Données, méthode de l'étude et la procédure d'estimation.

A- Les données

Les données sont annuelles et s'étendent sur la période allant de 1971 à 2014. Elles proviennent de la banque mondiale et de la BCEAO

B- Méthode de l'étude

A titre de rappel notre méthode consistera d'abord à étudier l'effet du revenu sur la consommation lorsque les autres variables évoluent puis à démontrer que la consommation varie moins vite que la variation du revenu. Ces analyses ne peuvent se faire sans l'élaboration des techniques économétriques rigoureuses. Ainsi pour estimer les relations mentionnées plus haut nous allons nous assurer que les variables sont bien stationnaires, car si nous appliquons les différents tests économétriques sans avoir vérifier que les variables sont non tendancielles et non saisonnières, nous ferons une régression fallacieuse.

Afin d'avoir des résultats robustes, il est donc nécessaire d'élaborer un certain nombre de tests statistiques préliminaires. Le protocole de tests adopté comprend, le test de stationnarité, le test de Co intégration, le test d'hétéroscédasticité des erreurs. Il faut noter également que ces différents tests nous permettrons de déterminer le modèle qui sera approprié pour l'estimation.

1- Procédure d'estimation du modèle

- **Identification de l'ordre d'intégration des séries à l'aide du test de racine unitaire de Dickey et Fuller**.

Avant tout traitement économétrique, il convient de s'assurer de la stationnarité des variables. Une chronique est stationnaire si son espérance et sa variance restent inchangés dans le temps. Dickey et Fuller (1979, 1981) ont mis au point un test permettant non seulement de déterminer l'existence d'une tendance mais aussi de déterminer la bonne manière de stationnariser une série.

Le test unitaire indique l'ordre d'intégration des séries. Il en découle qu'une série est intégrée d'ordre 1 s'il convient de la différencier une fois avant de la stationnariser.

- **Test de cointégration à l'Engle-Granger et le modèle à correction d'erreur.**

L'analyse de la cointégration des variables nous permettra d'appréhender clairement la relation entre les variables. Les séries X_t et Y_t sont intégrées si et seulement si ces séries sont affectées d'une tendance stochastique de même ordre. La cointégration à l'Engle-Granger est une méthode à deux étapes :

Etape 1 : la relation de long terme est estimée par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Le résidu de la régression est ensuite soumis à un test de stationnarité. Le processus est intégré si le résidu est stationnaire. Dans le cas contraire, les séries ont des trajectoires différentes et n'admettent pas de relation de long terme.

Etape 2 : si l'hypothèse est retenue, on estime le modèle à correction d'erreur. Engle et Granger (1987) ont montré à travers le théorème de la représentation de Granger que toutes les séries cointégrées peuvent être représentées par un MCE qui permet de corriger les écarts afin de converger vers l'équilibre de long terme et en même temps de connaitre les comportements de court terme.

- **Test de normalité de Jarque Bera.**

Il est utile de rechercher dans un travail de recherche, la normalité des erreurs surtout pour le calcul d'intervalle de confiance et aussi pour effectuer le test de student sur les paramètres. Le test de Jarque et de Bera (1984) fondé sur la notion de Skewness (asymétrie) et de Kurtois (aplatissement), permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique.

- **Test de significativité.**

Les variables explicatives dans le cadre de notre étude peuvent être significatives ou non significatives dans l'explication de la variable dépendante du modèle. Ainsi, à partir du modèle long terme estimé par les MCO, la significativité de chacune des variables explicatives est déterminée par la lecture des probabilités critiques qui inférieures à 5% ou les << t-statistiques >> qui seront supérieurs à …… quant à la significativité globale du modèle, elle est déterminer à travers la valeur prob (F-satatistic) qui doit être inférieure à 5%.

- **Test d'homoscédasticité de ARCH**

Le test d'homoscédasticité est utile dans la mesure où il permet de détecter et de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. Les perturbations sont dites hétéroscédastiques lorsque les variances de ces perturbations sont différentes. L'utilisation des MCO ne fournit plus le

meilleur vecteur des coefficients pour les variables explicatives. Plusieurs test pour le détection de l'hétéroscédasticité mais nous retenons celui de ARCH.

La méthode d'estimation qui sera utilisé est celle des moindres MCO. L'estimation du modèle se fera à partir du logiciel stata. La validation économique est faite sur la base des signes prévus. La validation statistique de la qualité globale du modèle est appréciée par le coefficient de détermination du modèle et le test de Fisher. L'analyse de la qualité globale du modèle s'effectue à travers le coefficient de détermination du modèle (R^2). Ce coefficient explique la part de l'évolution de la variable dépendante qui est expliquée par les variables exogènes. La validation statistique de la qualité individuelle des variables sera appréciée par la probabilité associée à chaque variable.

SECTION 2 : CADRE INSTITUTIONNEL

Paragraphe 1 : organisation, fonctionnement et dispositions diverses

LE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE, DE LA RECONVERSION ET DE L'INSERTION DES JEUNES.

Vu La loi n° 90-32 du 11 Décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin ;

Vu proclamation du 29 mars 2011 par la cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 13 mars 2011 ;

Vu le décret n° 2013-008 du 05 février 2013 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-191 du 03 juillet 2012 fixant la structure-type des Ministère ;

Vu le décret n°2012-431 du 06 novembre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et professionnelle, de la Reconversion des et l'Insertion jeunes ;

VU l'arrêté n°2008-004/MESFTP/DC/SGM/DPP/SA du 02 avril 2008 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle ;

Sur proposition du Directeur de la Programmation et de la Prospective ;

I : ATTRIBUTIONS

Article 1- La Direction de la Programmation et de la Prospective assure la gestion du processus de planification du ministère

A cet titre, elle est chargée de :

-Collecter, traiter et diffuser toutes les informations nécessaires a une réflexion prospective et stratégique dans les domaines de compétence du ministère, notamment par rapport aux attentes et besoins des usagers ;

-animer les processus d'analyse, de planification et de suivi-évaluation du ministère

- élaborer, suivre et évaluer en liaison avec le Cabinet du Ministère et le Secrétariat Général du Ministère, les plans stratégique et opérationnel du ministère ;

- élaborer, avec les directions techniques et les directions départementales, les programmes et projets du ministère ;

- élaborer, suivre et évaluer un budget-programme à partir des plans Stratégique et opérationnel du ministère et du Cadre de Dépenses à Moyen Terme(CDMT) ;

- Mobiliser ; avec les services financiers, les financements pour ces projets et programmes ;

- Mettre en place une base de données et un dispositif de traitement des informations, pour réussir la planification, la mise en œuvre et suivi-évaluation au sein du ministère ;

- Veiller à la prise en compte des études d'impact environnemental dans le cadre des programmes et des projets du ministère

II : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article2.- La direction de la programmation et de la prospective comprend :

-Le secrétariat ;
-Le service des études et de la prospective (SEP) ;
-Le service de la gestion du système d'information (SGSI) ;
-Le service de la coopération (SC) ;

-la cellule de suivi-Evaluation des projets et programmes (CSEPP)

- DU SECRETARIAT

ARTICLE 3.- Le secrétariat chargé de :

-coordonner les travaux de secrétariat de tous les services de la Direction ;
-enregistrer, ventiler et traiter le courrier ordinaire ;
-classer et tenir les archives de la Direction ;
-rédiger et traiter les dossiers de nature confidentielle à lui confiés par le Directeur ;
-assurer les relations de la Direction avec les usagers ;
-assure la gestion administrative du personnel de la Direction ;
-assure de gestion du matériel ;
-exécuter toute autre Tache à lui confiée par la Directeur.

ARTICLE 4.- Le secrétariat comprend trois (03) divisions :

-la division accueil et courrier (DAC) ;
-la division Gestion Administrative et du personnel (DGAP) ;
-la division du matériel (DM).
-Le chef du secrétariat a rang de chef Service.

- LE SERVICE DES ETUDES ET DE LA PROSPECTIVE

ARTCLE 5.- Le service des études et de la prospective est chargé de :

- réaliser ou faire réaliser les études prospectives et d'évaluation permettant d'éclaire les

Stratégies à mettre en œuvre par le Ministère ;

- contribuer à la définition des programmes d'activités et des plans d'actions ;

-assurer l'étude, la conception et la rédaction, à l'initiation des directions techniques et des organismes sous tutelles, des projets destinés au développement du sous – secteur de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et professionnelle, de la reconversion et de l'insertion des jeunes ;

-veiller à la prise en compte des études d'impact environnemental dans le cadre des projets et programmes du ministère.

ARTICLE 6.- Le Service des études et de la prospective comprend deux(O2) division

-Division des études prospectives(DEP) ;
-Division de la planification(DP).

- DU SERVICE DU SYSTEME DE LA GESTION D'INFORMATION

Article 7.- Le Service de la Gestion du Système d'Information est chargé de :

- coordonner la collecte de données statistique du sou- secteur au niveau des directions départementales ;

-centraliser, traiter et analyser les données statistiques du sous-secteur et assurer la synthèse et la diffusion en vue de leur exploitation;

- élaborer et diffuser l'annuaire statistique du ministère ;

- élaborer des outils d'aide à la décision dans le sous-secteur (tableau de bord, carte scolaire, guide d'orientation…) ;

-assurer le pilotage, la maintenance et l'exploitation du système d'information, en liaison avec les utilisateurs et les acteurs du système ;

- coordonner les activités se rapportant aux statistiques et à la documentation du système ;

-coordonner toutes les activités relatives à l'organisation du Conseil Consultatif National du sous-secteur et d'en assurer, avec les structures concernées, le secrétariat.

Article 8.- Le Service de la Gestion du Système d'Information comprend deux divisions :

-la Division Centralisation et Analyse des Données Statistiques (DCADS) ;
-Division Gestion de l'Information (DGI).

- DU SERVICE DE LA COOPERATION

Article 9.- Le Service de la Coopération est chargée :

-assurer la liaison entre le Ministère, les ministères en charge des Affaires Etrangères du développement, de l'Economie et de Finances, en vue de promouvoir l'assistance technique ;

-assurer le suivi des interventions des organisations non gouvernementales et autres partenaires dans le sous-secteur ;

-élaborer les documents périodiques relatif aux divers aspects des interventions des Partenaires Techniques et Finances en vue d'en assurer une synergie dans le sous-secteur ;

-assurer le suivi des missions d'assistance technique ;

-préparer et organiser, en liaison avec les Ministères concernés, les tables rondes des Partenaires Techniques et Finances du sous-secteur.

Article 10.- Le service de la coopération comprend deux (02) divisions :

-La division de la Coopération avec les Organisations Privées et non- Gouvernementales (DCPG) ;
-la Division de la Coopération avec les Institutions Publiques (DCIP) ;

- DE LA CELLULLE DE SUIVI-EVALUATION DES PROJETS ET PROGRAMMES

Article 11.- La cellule de suivi -évaluation des Projets et Programmes (CSEPP) est chargée de :

- assurer la liaison entre le Ministère et les Ministères en charge du Développement , de L'Economie et des Finances en matière de programmation , de budgétisation et de suivi des opérations de développement ;

- élaborer les projets des budgets programmes du Ministère en collaboration avec la Direction des Ressources Financières et du Matériel et de la Direction des Ressources Humaines ;

-veiller à la définition, à l'élaboration des indicateurs de performance des budgets programmes du Ministère et en assurer le suivi et l'évaluation ;

- établir les bilans mensuels, trimestriels et annuels d'exécution du budget programme ;

- assurer le suivi de l'exécution des marchés, en relation avec la personne Responsable des Marchés Publiques ;

- assister les directions techniques en matière d'élaboration de programmes, de rédaction des plans d'actions, d'élaborations des outils d'opérationnalisation et de suivi –évaluation des budgets programmes ;

-initier des programmes de formation des acteurs impliqués dans la gestion et l'animation des budgets programmes (préparation, exécution, suivi-évaluation).

- élaborer et mettre en œuvre le programme opérationnel d'évaluation du ministère.

Article 12.- la Cellule de Suivi –Evaluation des Projets et Programmes comprend deux (02) divisions :

-la Division Programmation et Budgétisation (DPB).

-la Division Suivi-Evaluation (DSE)

- La Cellule de Suivi-Evaluation des projets et programmes dispose d'un point focal dans chacune des structures du Ministères.

III : DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13.- Le Directeur de la Programmation et de la Prospective est nommé sur proposition du Ministère de l' Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes ,suivant le processus de dotation des Hauts Emplois Techniques, par décrets pris au Conseil des Ministres, parmi les cadres de la catégorie A, échelle1,ayant au moins dix (10) années d'ancienneté et possédant les compétences et aptitudes requises.

La Direction de la Programmation et de la Prospective est dirigée par un ingénieur planificateur, un ingénieur statisticien-économiste ou un économiste.

Article 14.- Le Directeur de la Programmation et du Prospectif est assisté par un Directeur adjoint nommé par arrêté du Ministre. Ce dernier le supplée en cas d'empêchement.

Article15.- les Chefs services sont nommés par arrêté du Ministre de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion Jeunes, sur proposition du Directeur de la Programmation et de la Prospective.

Article 16.- Les Chefs de division sont nommés par note de service du Directeur de la Programmation et de la Prospective, sur proposition des chefs de service. Le nombre de divisions n'est pas limitatif. En cas de nécessité, le Directeur de la Programmation et de la Prospective peut en supprimer ou en créer.

Article 17.- Il institué, sous la présidence du Directeur de la Programmation et de la Prospective, un comité de Direction à caractère consultatif, comprenant :

-le Directeur de la Programmation et de la Prospective ;

-le Directeur Adjoint de la Programmation et de la Prospective

-les chefs de service ;
-un représentant du personnel.

Ce comité se réunit sur convocation du Directeur de la Programmation et de la Prospective en session ordinaire une fois par mois et en session extraordinaire en cas de nécessité.

Les sessions du comité de Direction sont consacrées à :

-l'examen périodique du point de mise en œuvre du plan travail annuel ;

-l'analyse des insuffisances et des écarts par rapport aux objectifs fixés ;
-l'appréciation des conditions et du climat de travail à l'interne ;
-la définition et au suivi de la mise en œuvre des mesures correctives.
Le secrétariat des réunions du comité est assuré par le chef du Secrétariat de la direction qui élabore le relevé des taches arrêtées et est chargé de suivi de leur exécution.

Article 18.- Le Directeur de la Programmation et de la Prospective est chargé de l'application du présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celle de l'arrêté n°2008-044/MESFTP/DC/SGM/DPP/SA du 02 avril 2008, portant organisations, attributions et fonctionnement de la direction de la programmation et de la prospective.

Article 19.- Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature et sera publié partout où besoin sera.

Paragraphe 2 : Déroulement du stage

Nous avons effectué notre stage de trois (3) mois au Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion Jeunes (MESFTPRIJ) plus précisément à la direction de la programmation et de la prospective(DPP).En effet nous avons travaillé sur le thème : CONSOMMATION ET REVENU AU BENIN, qui ne cadre pas avec le thème choisi. Néanmoins, nous avons saisi l'occasion de travailler avec les personnels de la DPP sur la saisie des fiches nominatives des enseignants de tous les départements du Bénin. Cette période de stage nous a permis d'assister à des conférences, d'entretiens avec le personnel de la DPP sous la direction du directeur de la DPP.

CHAPITRE 2 : PRESENTATION ET ANALYSES DES RESULTATS

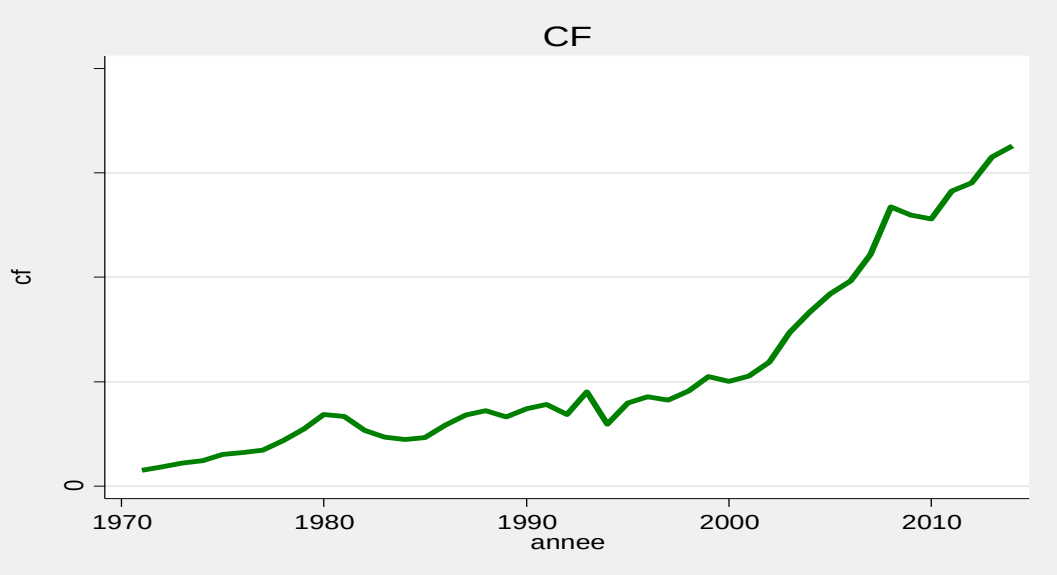
SECTION 1 : ANALYSE STATISTIQUE

Paragraphe 1 : analyse descriptive des séries

Pour mieux analyser l'évolution dans le temps de la consommation finale des ménages, il convient de représenter leurs séries afin de distinguer leurs différentes phases.

A- Evolution de la consommation finale des ménages.

Graphique 1 : Evolution de la consommation des ménages



Source : réalisé nous même avec stata 12.

La figure ci-dessus montre que la consommation finale des ménages est entièrement croissante sur toute la période d'étude. Elle a connu une augmentation annuelle moins élevée sur la sous-période 1971 à 1994 environ une valeur de 886942928 $ US. A partie d'une

valeur de 300607309,145438 $ USA en 1971 elle augmente progressivement qui après avoir atteindre environ 1373021172 $ USA en 1980, a baissé jusqu'à 892862625,8 $ US en 1984. Cette situation est due à la crise économique mondiale des années 80.

Sur la sous-période 1995 à 2014, environ 1588055215 $ USA en 1995, la consommation des ménages a évolué très rapidement pour atteindre un montant de 6515579018 $ US environ en 2014 soit une augmentation de 4927523803 $ en 2014. Ceci est dû à la transition vers un gouvernement démocratique en 1990 qui a permis un rétablissement économique. Une grande injection d'investissement externe des sources privées et publiques a allégé les difficultés économiques du début des années 90 provoqués par une récession globale et un cours de matières premières constamment bas.

Mais il faut noter une baisse remarquable de la consommation en 1994 du fait de la dévaluation intervenue au début de cette année. D'environ 1588055214 $ US en 1995 nous observons une succession de haut et de bas jusqu'en 1999 où la consommation passe à plus de 2103300134 $ US avant de chuter encore en 2000. Cette chute de 2000 peut s'expliquer par la fermeture du projet de Sèmè en 1999. Elle entame une croissance linéaire de 2001 à 2008 pour atteindre un montant de 5351209555 $ US. Cette performance de la consommation en 2008 peut s'expliquer par la restauration de la confiance au niveau des opérateurs économiques et de l'engagement des réformes au niveau du port de Cotonou. A partir de 2009, elle a chuté pour se retrouver avec un montant de 5118749822 $ US en 2010. Cette chute est due au fait que le Bénin, a été très affecté par la crise économique mondiale, a vu son taux de croissance divisé par deux: de 5,0 % en 2008 à 2,7 % en 2009 et 2,6% en 2010. Après ce ralentissement de la croissance sous l'effet en 2010 d'inondations la consommation a connu une reprise modérée avec un montant de 5649060189 $ US 2011 pour se retrouver à 6515579018 $ US en 2014.

Tableau 1 : Statistique descriptive de la consommation des ménages (en milliards de $ US)

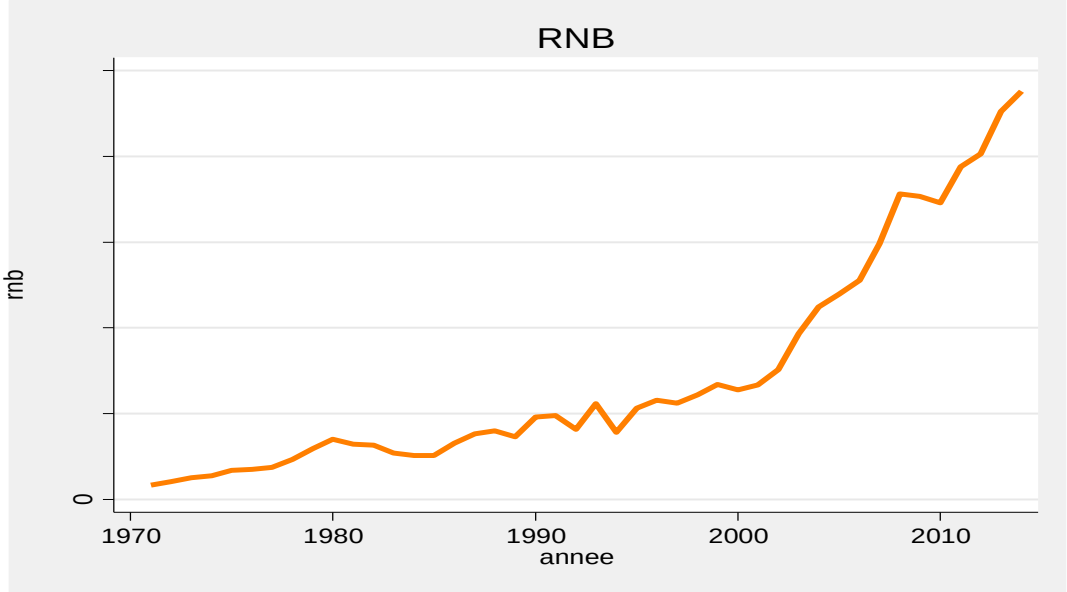
Variable	Observation	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
CF	44	2,24	1,79	0,301	6,52

Par ailleurs, les statistiques montrent que la consommation finale moyenne des ménages est de 2240000000 $ USA sur la période d'étude. Toutefois, la tendance est à la hausse sur toute

la période. On enregistre la plus forte consommation en 2014 et le plus faible niveau de consommation correspond à celle de l'année 1971.

B- Evolution du revenu national brut

Graphique 2 : Evolution du revenu national brut



Source : Réalisé par nous même avec stata 12.

De 1971 à 2014, le RNB a connu une évolution irrégulière mais globalement positive. Plus de 331 million $ US en 1971, le RNB a augmenté et passe à 1402,235191340893 million $ US en 1980. A partir de 1981 à 1985, on observe une diminution remarquable de cet agrégat pouvant s'expliquer par la crise économique des années 80 et la grande sécheresse qui a engendré une faible productivité agricole tant au niveau des cultures de rente que des cultures vivrières et par conséquent une baisse du revenu national. A partir de 1986 nous observons les fluctuations du RNB jusqu'en 1994. D'un montant de 2234725312,9474 $ US en 1993, il a connu une baisse considérable de 671782666,39 $ US. cette baisse est dû à la dévaluation. Après de cette baisse de 94, le RNB augmente progressivement pour atteindre 5960721669,01609 $ US en 2007. A partir de 2008 jusqu'à 2010, nous observons une chute du RNB qui est dû à la crise des subprimes. Enfin, après avoir été freiné par la crise financière débutée aux USA en 2007, le RNB suit sa progression pour atteindre son niveau maximal en 2014.

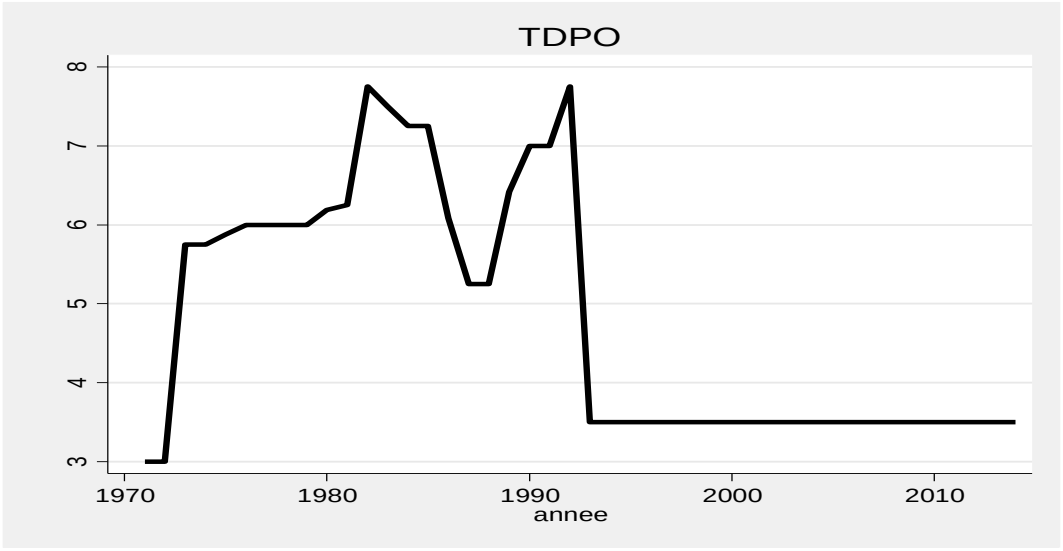
Tableau 2: Statistiques descriptives du revenu national brut (en milliards de dollars US)

Variable	Observation	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
RNB	44	2,91	2,57	0.332	9,52

De manière globale, la moyenne de cet agrégat est 2,91 milliards $ US avec une dispersion assez élevée (2,57 milliards $ US). Son niveau le plus élevé est atteint en 2014, tandis que le plus faible correspond à celui de l'année 1971.

C- Evolution du taux d'intérêt créditeur

Graphique 3 : Evolution du taux d'intérêt créditeur



Source : Réalisé nous même avec stata 12.

Le graphique montre des fluctuations irrégulières du taux d'intérêt créditeur de 1971 à 1993. Après 1993, il entame une grande chute qui le conduit en 1997 à un plancher de 3,5% ; valeur qu'il garde jusqu'en 2014. Cet état de chose pourrait s'expliquer par la volonté des autorités monétaires de favoriser l'augmentation de la consommation.

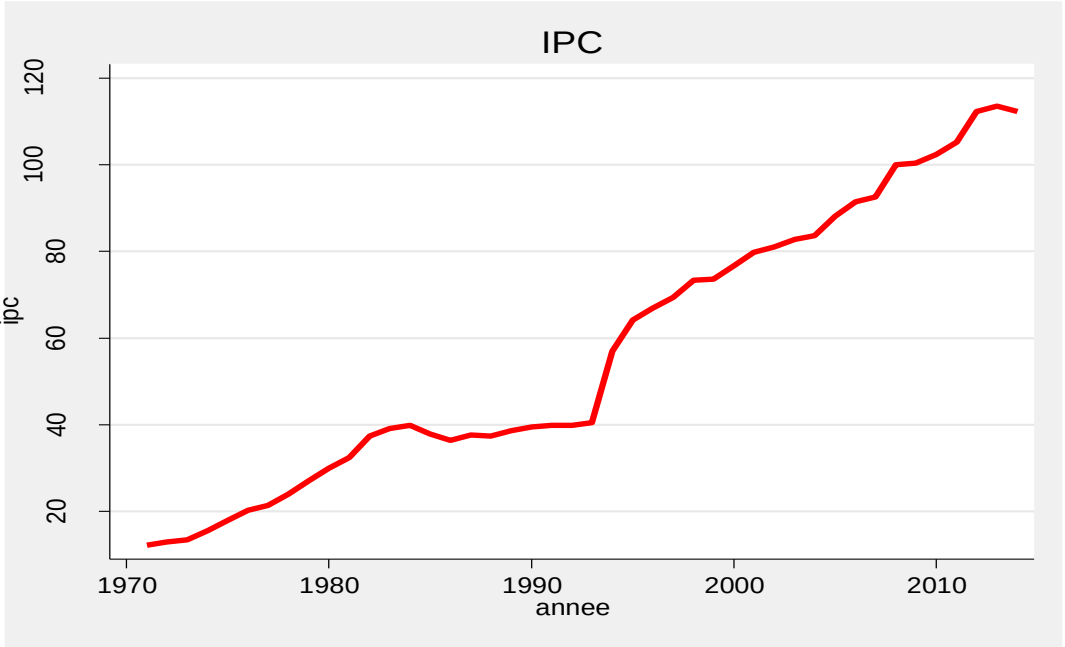
Tableau 3 : Statistique descriptive du taux d'intérêt créditeur au Bénin

Variable	Observation	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
TDPO	44	4,802557	1,580797	3	7,75

Les statistiques indiquent que la moyenne de ce ratio est de 5,12% sur la période, avec une dispersion assez faible (1,58%). Son niveau le plus faible est celui de 1997 à 2005 ; tandis que le plus élevé enregistré en 1993, année au cours de laquelle est intervenue la libéralisation des conditions de banque qui s'est traduit par la suppression de plusieurs taux directeurs planchers.

D- Evolution de l'indice des prix à la consommation

Graphique 4 Evolution de l'indice des prix à la consommation



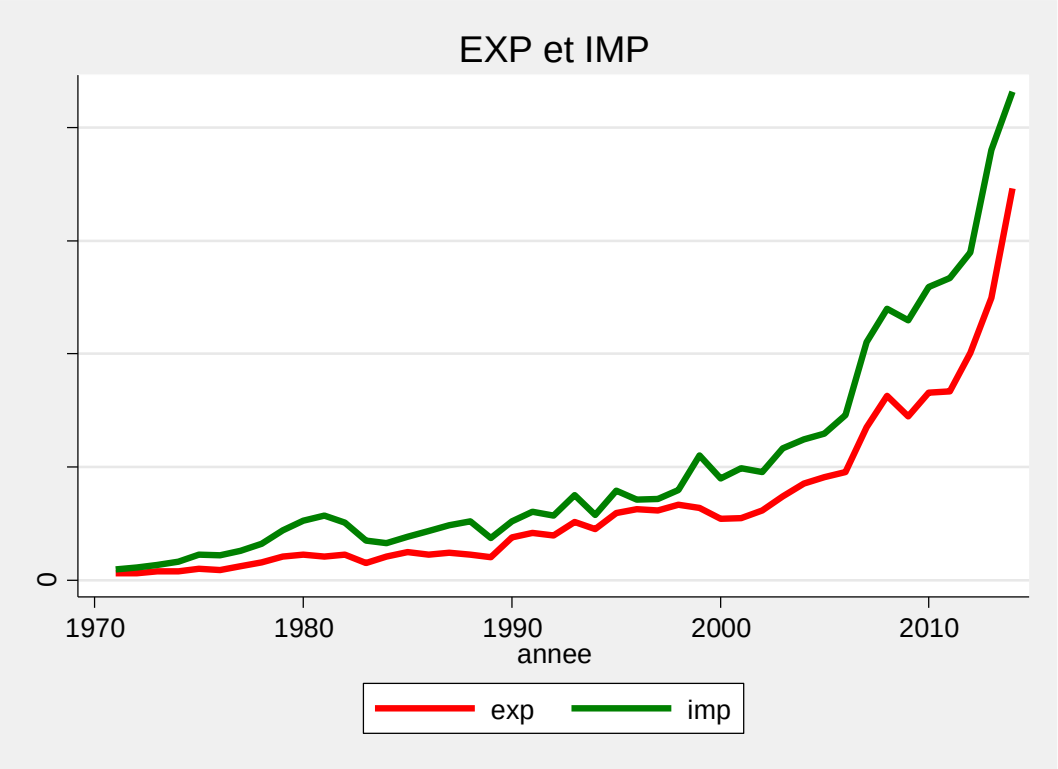
Source : Réalisé par nous même avec stata 12.

De 1971 à 1985, l'IPC a connu une hausse régulière. L'environnement national (fiscalité expansive ; politique monétaire ;….) et international (chocs pétroliers de 1973 et de 1979 ;…) peuvent expliquer cette évolution de l'IPC. Après le pic de 1984, l'IPC a entamé un cycle

stationnaire et est resté un peu en dessous de 40 jusqu'en 1993. Cette période correspond à l'époque des restructurations et de la libération du système financier. La dévaluation du FCFA, en 1994 a provoqué une forte tension inflationniste : de 40 en 1993, l'IPC passe à 67 en 1996. L'IPC continue d'augmenter jusqu'à atteindre 114 en 2013 avant de baisser à 112 en 2014.

E- Evolution des exportations et des importations au Bénin ($ US)

Graphique 5 Evolution des exportations et des importations au Bénin



Les échanges commerciaux du Bénin ont fortement progressé de 1971 à 2014. Les exportations ont atteint 3461060040,65411 $ US, contre 4317830162,91981 $ US pour les importations. En conséquence la balance commerciale du Bénin, déficitaire depuis plus d'une dizaine d'année, s'est creusée davantage en 2013 pour atteindre un nouveau solde record de -3956770122,27 $ US. La hausse des importations s'explique pour l'essentiel par l'évolution des importations de céréales (riz) réexportées vers le Nigéria, et par l'explosion des importations de matériel de navigation maritime, induites par les recherches pétrolières. La hausse des exportations résulte en premier lieu de celles du coton et de cajou

SECTION 2 : ANALYSE ECONOMETRIQUE

Le modèle que nous aurons à estimer se présente sous la forme logarithmique suivante :

LCF = C(0) + C(1)*LRNB + C(2)*TDPO + C(3)*LIPC + C(4)*LTCHGE + C(5)*LEXP ++ C(6)*LIMP + C(7)*GDP + C(8)*LFBCF

Avec :

- CF : consommation finale des ménages
- C(1) élasticité de la consommation par rapport au revenu
- C(2) élasticité de la consommation par rapport au taux d'intérêt
- C(3) élasticité de la consommation par rapport au prix
- C(4) élasticité de la consommation par rapport au taux de change
- C(5) élasticité de la consommation par rapport à l'exportation.
- C(6) élasticité de la consommation par rapport à l'importation
- C(7) élasticité de la consommation par rapport au PIB par tête
- C(8) élasticité de la consommation par rapport à l'investissement
- C(0) le terme constant

Cette partie sera consacrée à la présentation des résultats, des tests, leurs analyses et quelques recommandations.

a- Test de diagnostique

1- Test de stationnarité

Afin de déterminer les différents ordres d'intégration des séries, nous leur avons soumis au test Dickey-Fuller Augmenté en niveau et en différences premières. Les résultats de ces tests sont consignés dans le tableau ci-dessous et les détails relatifs aux tests figurent dans l'annexe A1 à A9

Tableau 4 : Résultat du test de stationnarité en niveau.

Variables	ADF	Valeur critique (5%)	P-value	conclusion
LCF	-1,337	-2,950	0,6121	Non stationnaire
LRNB	-1,097	-2,950	0,7162	Non stationnaire
TDPO	-1,943	-2,950	0,3123	Non stationnaire
LIPC	-2.554	-2,950	0.1030	Non stationnaire
LTCHGE	-1,311	-2,950	0,6240	Non stationnaire
LEXP	-0,129	-2,950	0,9464	Non stationnaire
LIMP	-0,853	-2,950	0,8031	Non stationnaire
LGDP	-2,003	-2,950	0,2854	Non stationnaire
LFBCF	-1,374	-2,950	0,5946	Non stationnaire

Source : établi à partir des résultats du test sur stata

Le test de stationnarité en niveau (ADF) pour chacune des variables montrent que la probabilité pour chacune des variables est supérieure 5%. Ainsi, nous retenons que les variables ne sont pas stationnaires en niveau et nous passons en différence première.

Tableau 5 : Résultat du test de stationnarité en différence première.

Variables	ADF	Valeur critique (5%)	P-value	conclusion
LCF	-6,899	-2,952	0,0000	stationnaire
LRNB	-7,720	-2,952	0,0000	stationnaire
TDPO	-6,672	-2,952	0,0000	stationnaire
LIPC	-4,320	-2,952	0.0004	stationnaire
LTCHGE	-5,732	-2,952	0,0000	stationnaire
LEXP	-7,440	-2,952	0,0000	stationnaire
LIMP	-0,853	-2,952	0,0000	stationnaire
LGDP	-3,958	-2,952	0,0016	stationnaire
LFBCF	-7,812	-2,952	0,0000	stationnaire

Source : Réalisé par les auteurs

Les probabilités sont inférieures au seuil de 5% pour les séries du modèle. Les variables du modèle sont donc toutes intégrées d'ordre 1. Les résultats de ces tests se figurent en annexe B.

2- Test de Co intégration

✓ **Test de Engle et granger**

La présence d'une étoile sur la statistique de trace 4 avec lags 2, montre qu'il existe au moins une relation de Co intégration dans les séries. Par conséquent, un modèle à correction d'erreur est faisable. Voir annexe C1.

b- Résultat de l'équation de long terme

- **Modèle de long terme**

Les résultats de l'estimation de long terme par la méthode des MCO se présente comme suit :

Tableau 6 : résultat de l'estimation du modèle de long terme

Variables	Coefficients	Ecarts-types
Constante	2,188469***	0,5804358
Revenu National Brut	0,8733769***	0,0814057
Taux d'intérêt créditeur	-0,0101916**	0,0045614
Indice des prix à la consommation	-0,0443027	0,0772835
Taux de change	-0,2767796 ***	0,0788793
Exportation	-0,2897786 ***	0,0280518
Importation	0,3104924 ***	0,0325546
Formation Brut de capital fixe	-0,1506514***	0,018884
PIB par tête	0,3859247**	0,1426894
R^2 = 0,9994	F = 13897,94	observation = 44

*** significatif à 1% **significatif à 5% *significatif à 10%

Source : résultat de nos estimations (annexe C2)

Après l'estimation, nous procédons aux différents tests de validation et de vérification de la significativité des variables explicatives.

- **test de validation du modèle de long terme**

$R^2 = 0,9994$ cette valeur étant élevé, l'ajustement linéaire est de bonne qualité.

- **Test de normalité**

Test de normalité utilisé pour cette étude est celui de Jarque-Bera qui nous montre que les résidus suivent une loi normale. En effet la valeur de la probabilité (0,7337) est supérieure à 0,05. Le test de normalité est en annexe C6

- **Test de la significativité globale**

Le modèle est globalement significatif car la probabilité de la statistique de Fisher est égale à 0,0000 ce qui est inférieure à 0,05. Voir annexe C2

- **Test de significativité (t student)**

A long terme LRNB, LTCHGE, LEXP, LIMP, TDPO, LBFCF, LGDP sont significatif à seuil de 5%. Par contre, LIPC n'est pas significatif. Voir annexe C2

- **Test d'homoscedasticité**

Le test d'ARCH (annexe C3) nous montre que les erreurs sont homoscédastiques. Car la probabilité (0,6284) attachée à cette statistique est supérieure à 0,05.

- **Test d'autocorrélation**

Pour vérifier si les erreurs sont auto corrélées ou non, nous avons réalisé le test de Beush-Godfrey qui nous montre que la probabilité (0,9072) attachée à cette statistique est supérieure à 5% ; ce qui implique que les erreurs sont non corrélées. Les estimateurs sont donc BLUE. Voir annexe C5

- **Test de Ramsey**

Ce test montre au seuil de 5% que le modèle de long terme ne souffre d'aucune omission de variables importantes. En effet, la probabilité de la statistique de Fisher (0,5500) est supérieure à 5%. Voir annexe C4.

c- Résultat de l'équation de court terme

- **Modèle de court terme**

Pour estimer le modèle de court terme, on ramène toutes les variables aux mêmes ordres d'intégration (le plus faible) et on intègre le résidu retardé d'une période comme variable explicative supplémentaire dans le model de court terme. Ce coefficient associé au résidu retardé d'une période appelé force de rappel doit être négatif et significativement différent de zéro et compris, en valeur absolue, entre o et 1

Tableau 7 : résultat de l'estimation du MCE

Variables	Coefficients	Ecarts-types
Constante	-0,0024817	0,0063987
Revenu National Brut	0,9018795 ***	0,0456077
Taux d'intérêt créditeur	-0,0057678	0,0036451
Indice des prix à la consommation	-0,0684011	0,0889086
Taux de change	-0,2337669 ***	0,0489138
Exportation	-0,2671228 ***	0,0376074
Importation	0,3195989 ***	0,0359611
Formation Brut de capital fixe	-0,1748729 ***	0,0221884
PIB par tête	0,390758**	0,1472553
Résidu retardé	-0,9413654 ***	0,1944014
$R^2 = 0,9821$	F = 0,0000	observation = 43

*** significatif à 1% **significatif à 5% *significatif à 10%

Source : résultat de nos estimations (annexe C8)

Commentaire :

Le coefficient du résidu retardé, qui représente la force de rappel vers l'équilibre est négatif. De plus, sa valeur est comprise entre -1 et 0. Et significatif : coefficient = -0,94 et Prob = 0,0000 < 0,01. Par conséquent, la représentation du MCE est validée

Résultat du texte de validation du modèle de court terme

Le modèle reste globalement significative car la Prob (F-static) = 0,0000 < 0,05.

Aussi, la distribution est normale, les erreurs sont non corrélées et le modèle est bien spécifié car les probabilités respectives des différents tests y affèrent, sont toutes supérieures à 0,05. Ainsi, le modèle de court terme est validé.

- **La significativité des variables explicatives**

Les résultats du modèle de court terme montrent que toutes les variables qui sont significatives dans le long terme, le sont aussi dans le court terme sauf le taux d'intérêt créditeur. Après ces résultats, passons à présent à leur analyse

Paragraphe 3 **: Analyse des résultats de l'estimation**

Les résultats de l'estimation indiquent qu'à long terme, la variation de consommation est expliquée à 99,94% (R^2 = 0,9994) par les variables du modèle et témoigne une bonne qualité d'ajustement du modèle.

A long terme, la consommation des ménages dépend du revenu national brut, le taux de change, les importations, les exportations, le taux d'intérêt créditeur, la formation brute de capital fixe et le PIB par tête auxquelles s'ajoute une consommation incompressible. Les variables telles que le revenu, le PIB par tête et les importations sont favorables à la consommation des ménages. Lorsque le revenu augmente de 10%, la consommation augmente de 8,73%. De même, lorsque le PIB par tête augmente de 10%, la consommation augmente de 3,86%. De plus, lorsque les importations augmentent de 10%, la consommation des ménages augmente de 3,10%.

Ces résultats sont en accord avec la théorique économique. En effet, une augmentation du PIB entrainera une augmentation de la demande nationale. Les entreprises existantes pour faire face à la demande vont soit augmenter le nombre des ouvriers productifs ou soit augmenter la

productivité des ouvriers précédemment employés en augmentant leur salaire. Dans les deux cas, la consommation va augmenter car les anciens, vu leur revenu augmenté vont consommer plus. Les nouveaux qui seront embauchés voulant changer leur mode de vie et celle de leur famille, vont aussi consommer plus. Cela engendra une demande supérieure à la précédente. Si cette demande persiste, on assiste à la création de nouvelles entreprises d'où diminution du chômage. Si l'objectif de long terme est d'accroître la consommation des ménages, une action sur le revenu sera efficace. Mais, il est important de noter que les ménages béninois s'intéressent plus aux produits importés qu'aux produits locaux. Les produits localement fabriqués continuent d'être abandonnés par la population béninoise. La qualité et le prix, deux facteurs essentiels sur lesquels la majorité des produits d'origine béninoise ont du mal à être compétitifs. Il s'agit là d'un réel problème, puisque la balance commerciale est déficitaire, les importations constituent un handicap pour le développement économique du pays.

En revanche, les variables telles que taux de change, le taux d'intérêt, la formation de capital brut et les exportations sont défavorables à la consommation des ménages. En effet, une hausse de 10% du taux de change entrainerait une diminution de la consommation de 2,76%. Lorsque le taux d'intérêt augmente de 10% la consommation des ménages diminue de 0,1%.

Ce qui est conforme à la littérature économique. En effet, Les taux d'intérêt créditeur sont censés agir directement sur les décisions de consommation et d'épargne des ménages. Ils constituent souvent le facteur principal dans la décision d'épargne, d'investissement.
Une augmentation du taux d'intérêt de 10% se traduit par une baisse de la consommation des ménages de 0,1%. Selon les classiques, une augmentation du taux d'intérêt incitera les ménages à épargner plus d'où la baisse de la consommation.
Une dépréciation du taux de change (la dépréciation du franc CFA par rapport au dollar) réduit les importations car le prix des produits extérieurs seront élevés. Etant donné que la consommation des ménages dépend fortement de l'extérieur, elle baissera.

Ce qui choque le plus est le fait que lorsque les exportations augmentent de 10%, la consommation diminue de 2,66% et lorsque les investissements augmentent de 10%, la consommation des ménages diminue de 1,5%.

Les exportations dépendent de la demande extérieure, des prix relatifs et du niveau de la production.

Plus les prix à l'export augmente deviendront chers, plus le pays sera incité à exporter davantage et plus les produits deviendrons chers au plan national. Cette hausse des prix entrainera une baisse de la demande de consommation des ménages. Quant aux investissements,

Notons aussi que l'indice des prix à la consommation influence négativement la consommation mais ne sont pas significatifs dans le modèle. L'inflation est défavorable à la consommation car toute hausse des prix des produits entrainera une baisse de la demande d'où une chute de la consommation.

A court terme, les variables explicatives expliquent environ 98% la consommation des ménages. Elle dépend positivement du revenu, les importations ainsi que le PIB par tête. Toute augmentation de 10% du revenu, des importations ainsi que le PIB par tête entrainera respectivement une augmentation de la consommation de 9%, 3,2% et 3,9%. Par contre toute augmentation de 10% du taux de change, la formation brut de capital fixe ainsi que les exportations entrainera respectivement une baisse de la consommation de 2,33%, de 1,74% et de 2,67% de la consommation des ménages.

La non significativité du taux d'intérêt à court terme peut s'expliquer sous deux angles :

- dans un premier temps, les ménages ont des difficultés d'accès au crédit liées à l'inefficience du système bancaire et à son étroitesse.
- ensuite, la non significativité du taux d'intérêt traduit une rationalité passive des agents économiques. Compte tenu de la structure sociale caractérisée par une tension budgétaire au niveau des ménages, le recours au crédit reste une alternative de dernière minute. Il faut aussi noter la concurrence du système de prêt quasi informel caractérisé par les tontines et les prêts sans intérêts, très souvent sollicités par les ménages.

Remarquons que pour ces deux modèles, les ménages dépensent plus le revenu à la consommation et ils épargnent une petite partie de leurs revenus. Pour le cas du modèle de court terme, les ménages épargnent soit (1- 0,87), c'est-à-dire 13 % du revenu tandis que si nous considérons le modèle de court terme, ils épargnent (1- 0,9), soit 10% du revenu. La propension marginale à consommer de court terme est supérieure à la propension marginale de long terme (0,9 > 0,87)

Le coefficient associé au terme d'erreur retardé (-0,9413654) est négatif et significativement différent de zéro au seuil statistique de 1%. Il existe bien un mécanisme à correction d'erreur.

A long terme, les déséquilibres entre la consommation des ménages et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient (–0,9413654) traduit la vitesse à laquelle les déséquilibres entre le niveau désiré et effectif de la consommation est résorbé dans l'année qui suit le choc. Ainsi, un choc constaté au cours d'une année sur la consommation des ménages est entièrement résorbé au bout d'une période de 11 mois 8 jours.

Paragraphe 4 **: validation des hypothèses.**

Hypothèse 1 : selon cette hypothèse, la consommation est positivement corrélée avec le revenu. Ce qui a été vérifiée puisque le revenu explique significativement le modèle. En plus, son coefficient est positif.

Hypothèse 2 : selon cette hypothèse, la consommation varie moins vite que la variation du revenu

Après nos résultats obtenus, nous remarquons une relation croissante entre la consommation et le revenu. Lorsque le revenu augmente de 1%, la consommation croît aussi d'une proportion moindre que celle de revenu. La propension marginale à consommer de long terme est Pmc = 0,87<1. La propension marginale du court terme est Pmc = 0,90 <1. A court terme comme à long terme, le revenu n'est pas totalement consacré à la consommation. L'hypothèse 2 est également vérifiée.

RECOMMANDATIONS

Le gouvernement a marqué son engagement pour relever le défi de la création d'emplois décents et durables pour le plus grand nombre de ceux qui arrivent sur le marché du travail. Au vu des résultats obtenus, la consommation des ménages est sensible au revenu dans le court terme même dans le long terme. Le gouvernement peut s'inspirer de la vision de Keynes qui recommande d'encourager la consommation des ménages afin de favoriser l'emploi et de diminuer le chômage. La consommation est positivement corrélée avec le revenu. Mais la consommation nationale fortement dépendante de l'extérieur, une politique de relance de la consommation n'aura d'effet positif si la population consomme plus le local.

Dans ce cas l'Etat doit :

- ✓ Les autorités pour booster la consommation finale qui est la principale composante de la croissance peuvent mener les politiques pouvant augmenter le revenu des ménages.
- ✓ Orienter les efforts vers la promotion des produits locaux ;
- ✓ mener une bonne sensibilisation pour amener les populations à adopter la consommation locale.
- ✓ Changer les habitudes des consommateurs ;
- ✓ Créer des entreprises industrielles capables de transformer les produits locaux tout en assurant la qualité ;
- ✓ investir dans le capital humain et la recherche agronomique.

CONCLUSION

Notre étude avait pour objectif d'identifier l'effet du revenu sur la consommation des ménages et également de montrer que la consommation varie moins vite que la variation du revenu.

La méthodologie utilisée pour estimer et analyser les données est celle proposée par Engle et Granger. Depuis les années 1980, le traitement de séries chronologiques non stationnaires est fait à l'aide de l'analyse de cointégration et des modèles à correction d'erreurs (MCE). Les MCE ont le double avantage que, d'une part, il incorpore à la fois les effets à long terme et à court terme des variables, et, d'autre part, les méthodes d'estimations usuelles, telles que les moindres carrés ordinaires sont permises.

Les résultats révèlent que la caractéristique fondamentale de la fonction de consommation développée dans la littérature économique selon laquelle le revenu est le principal déterminant de la consommation est vérifiée. Les études économétriques nous ont révélé qu'en dehors du revenu (qui a un effet positif) d'autres variables tels que le taux d'intérêt, le taux de change les exportations la formation brut de capital fixe, les importations et le PIB par tête exercent également une influence négative ou positive sur la consommation des ménages.

Le taux d'intérêt intervient seulement à long terme. Son absence dans les relations de court terme pourrait provenir du manque de culture spéculative au niveau des ménages et de l'importance du secteur informel dans l'économie. En effet les agents économiques ont tendance à développer les activités informelles au détriment de l'épargne même si le taux d'intérêt est attrayant.

L'estimation des modèles nous a permis de montrer le revenu n'est pas totalement consacré à la consommation, la part du revenu consacrée à la consommation est élevée mais inférieure à 1. Le modèle de court terme nous révèle que les ménages consacrent 90% du revenu à la consommation tandis qu'à long terme la part du revenu consacrée à la consommation est de 87%.

La consommation est positivement corrélée avec la consommation et la part du revenu consacré à la consommation est élevée. Cela pouvait être réjouissant si la demande de consommation n'est pas fortement dépendante de l'extérieur. L'Etat, les ménages, les entreprises et le secteur financier doivent collaborer et jouer, chacun à son niveau, leur

partition afin que la consommation des ménages contribue véritablement au développement du Bénin.

L'étude des comportements de consommation des ménages par le biais d'une comparaison entre les différentes villes sera un outil d'analyse pour formuler et mener une politique économique adéquate.

La structure de consommation des ménages est diverse. Une bonne connaissance de celle-ci peut permettre de mieux appréhender certains phénomènes mesurés sur les ménages.

Bibliographie

· AMBAPOUR S., MASSAMBA C., « Croissance économique et consommation d'énergie au Congo : une analyse en terme de causalité », Décembre 2005

.AURAY S. « consommation, effet de substitution inter temporelle et formation des habitudes », Décembre 2009

. BOZIO A. « introduction au logiciel STATA », 28 janvier 2005

· Banque nationale de Belgique, « La consommation privée en Belgique », Juin 2003

· BCEAO, « La politique de taux d'intérêt dans l'UMOA », décembre 2000

· BEFFY P., BONNET X. et al, « MZE, un modèle macroéconométrique pour la zone euro », 2003

· BOURBONNAIS R., « Econométrie », 9ème édition, 2015

· DIOP P., « L'impact des taux directeurs de la BCEAO sur les taux débiteurs des banques », Mars 1998

· Direction française de la Prévision et de l'Analyse Economique, « Analyses Economiques », Avril 2004

· DJINKPO M., « Prévision de la consommation finale des ménages au Togo », octobre 2002

.Estelle Ouellet, <<Guide d'économétrie appliquée pour STATA>>, aout 2005

· FMI, « Statistiques financières internationales » Juin 2006

· INSAE, « Comptes nationaux », Mai 2006

· INSEE, « Consommation effective par durabilité », Juin 2006

· MAILHOL J., « Analyse de la consommation en eau dans les différents contexte d'agriculture irriguée», Avril 2003

· MANKIW G., « Macroéconomie », 3ème édition, Janvier 2003.

· Ministère des Finances et de l'Economie, « Statistiques des finances publiques », févier 2005

.Olivier Cadot, <<Stata pour les nuls>>, juin 2012.

ANNEXES

Annexe A

Annexe A1 : test de stationnarité en niveau pour LCF

```
. dfuller lcf

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        43

                                 ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -1.337           -3.628            -2.950           -2.608
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.6121
```

Annexe A2 : test de stationnarité en niveau pour le RNB

```
. dfuller lrnb

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        43

                                 ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -1.097           -3.628            -2.950           -2.608
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.7162
```

Annexe A3 : test de stationnarité en niveau pour le LTDPO

```
. dfuller tdpo

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        43

                                 ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -1.943           -3.628            -2.950           -2.608
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.3123
```

Annexe A4 : test de stationnarité en niveau pour le LIPC

```
. dfuller lipc

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        43

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                  Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)              -2.554            -3.628            -2.950           -2.608
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.1030
```

Annexe A 5 : test de stationnarité en niveau pour le LTCHGE

```
. dfuller ltchge

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        43

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                  Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)              -1.311            -3.628            -2.950           -2.608
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.6240
```

Annexe A6 : test de stationnarité en niveau pour le LEXP

```
. dfuller lexp

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        43

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                  Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)              -0.129            -3.628            -2.950           -2.608
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.9464
```

Annexe A7 : test de stationnarité en niveau pour le LIMP

```
. dfuller limp

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        43

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -0.853            -3.628            -2.950           -2.608
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.8031
```

Annexe A8 : test de stationnarité en niveau pour le LFBCF

```
. dfuller lfbcf

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        43

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -1.374            -3.628            -2.950           -2.608
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.5946
```

Annexe A9 : test de stationnarité en niveau pour le LGDP

```
. dfuller lgdp

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        43

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -2.003            -3.628            -2.950           -2.608
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.2854
```

Annexe B

Annexe B1 : test de stationnarité en Différence 1 pour LCF

```
. dfuller dlcf

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        42

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                  Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -6.899            -3.634            -2.952           -2.610
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Annexe B2 : test de stationnarité en Différence 1 pour LRNB

```
. dfuller dlrnb

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        42

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                  Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -7.720            -3.634            -2.952           -2.610
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Annexe B3 : test de stationnarité en Différence 1 pour LTDPO

```
. dfuller dtdpo

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        42

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                  Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -6.672            -3.634            -2.952           -2.610
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Annexe B4 : test de stationnarité en Différence 1 pour LIPC

```
. dfuller dlipc

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        42

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ---------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -4.320            -3.634            -2.952           -2.610
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0004
```

Annexe B5 : test de stationnarité en Différence 1 pour LTCHGE

```
. dfuller dltchge

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        42

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ---------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -5.752            -3.634            -2.952           -2.610
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Annexe B6 : test de stationnarité en Différence 1 pour LEXP

```
. dfuller dlexp

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        42

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ---------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -7.440            -3.634            -2.952           -2.610
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Annexe B7 : test de stationnarité en Différence 1 pour LIMP

```
. dfuller dlimp

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        42

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                  Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -7.067            -3.634            -2.952           -2.610
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Annexe B8 : test de stationnarité en Différence 1 pour LFBCF

```
. dfuller dlfbcf

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        42

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                  Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -7.812            -3.634            -2.952           -2.610
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Annexe B9 : test de stationnarité en Différence 1 pour LGDP

```
. dfuller dlgdp

Dickey-Fuller test for unit root                   Number of obs   =        42

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                  Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -3.958            -3.634            -2.952           -2.610
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0016
```

Annexe C

Annexe C1 : test de Co intégration

```
. vecrank lcf lrnb ltdpo lipc ltchge lexp  limp lfbcf lgdp

                    Johansen tests for cointegration
Trend: constant                                       Number of obs =      42
Sample:  1973 - 2014                                        Lags =       2
```

maximum rank	parms	LL	eigenvalue	trace statistic	5% critical value
0	90	510.31738	.	351.4428	192.89
1	107	556.40669	0.88861	259.2642	156.00
2	122	598.05805	0.86240	175.9615	124.24
3	135	632.65644	0.80748	106.7647	94.15
4	146	655.96841	0.67047	60.1408*	68.52
5	155	667.60588	0.42545	36.8659	47.21
6	162	676.50359	0.34538	19.0704	29.68
7	167	682.80757	0.25932	6.4625	15.41
8	170	685.82779	0.13396	0.4220	3.76
9	171	686.03881	0.01000		

Annexe C2 : estimation du modèle de long terme

```
. regress lcf lrnb tdpo lipc ltchge lexp limp lfbcf  lgdp, robust

Linear regression                                     Number of obs =      44
                                                      F(  8,    35) =13897.94
                                                      Prob > F      =  0.0000
                                                      R-squared     =  0.9994
                                                      Root MSE      =  .02188
```

lcf	Coef.	Robust Std. Err.	t	P>|t|	[95% Conf.	Interval]
lrnb	.8733769	.0814057	10.73	0.000	.7081146	1.038639
tdpo	-.0101916	.0045614	-2.23	0.032	-.0194516	-.0009316
lipc	-.0443027	.0772835	-0.57	0.570	-.2011965	.1125911
ltchge	-.2767796	.0788793	-3.51	0.001	-.436913	-.1166462
lexp	-.2897786	.0280518	-10.33	0.000	-.3467268	-.2328303
limp	.3104924	.0325546	9.54	0.000	.244403	.3765818
lfbcf	-.1503514	.018884	-7.96	0.000	-.188688	-.1120149
lgdp	.3859247	.1426834	2.70	0.010	.0962619	.6755875
_cons	2.188469	.5804358	3.77	0.001	1.010122	3.366816

Annexe C3 : test d'hétéroscédasticité d'ARCH

```
. estat archlm, force
LM test for autoregressive conditional heteroskedasticity (ARCH)
```

lags(*p*)	chi2	df	Prob > chi2
1	0.234	1	0.6284

H0: no ARCH effects *vs.* H1: ARCH(*p*) disturbance

Annexe C4 : test de Ramsey

```
. ovtest

Ramsey RESET test using powers of the fitted values of lcf
       Ho:  model has no omitted variables
                   F(3, 32) =      0.72
                   Prob > F =      0.5500
```

Annexe C5 : test d'autocorrélation des erreurs

```
. estat bgodfrey

Breusch-Godfrey LM test for autocorrelation
```

lags(*p*)	chi2	df	Prob > chi2
1	0.014	1	0.9072

H0: no serial correlation

Annexe C6 : test de normalité Jarque-Bera

```
. sktest resida
```

Skewness/Kurtosis tests for Normality

				joint	
Variable	Obs	Pr(Skewness)	Pr(Kurtosis)	adj chi2(2)	Prob>chi2
resida	44	0.9247	0.4419	0.62	0.7337

Annexe C7 : test de stationnarité en niveau du résidu

```
. dfuller resida

Dickey-Fuller test for unit root                    Number of obs   =        43

                                 ---------- Interpolated Dickey-Fuller ----------
                 Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
               Statistic           Value             Value            Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)            -6.297           -3.628            -2.950           -2.608
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000
```

Annexe C8 : estimation du modèle de court terme

```
. regress dlcf dlrnb dtdpo dlipc dltchge dlexp dlimp dlfbcf dlgdp res, robust

Linear regression                                     Number of obs =      43
                                                      F(  9,    33) = 1280.37
                                                      Prob > F      =  0.0000
                                                      R-squared     =  0.9821
                                                      Root MSE      =  .02082

------------------------------------------------------------------------------
             |               Robust
        dlcf |      Coef.   Std. Err.      t    P>|t|     [95% Conf. Interval]
-------------+----------------------------------------------------------------
       dlrnb |   .9018795   .0456077    19.77   0.000     .8090899     .994669
       dtdpo |  -.0057678   .0036451    -1.58   0.123    -.0131838    .0016482
       dlipc |  -.0684011   .0889086    -0.77   0.447    -.2492869    .1124847
     dltchge |  -.2337669   .0489138    -4.78   0.000    -.3332829    -.134251
       dlexp |  -.2671228   .0376074    -7.10   0.000    -.3436357   -.1906099
       dlimp |   .3195989   .0359611     8.89   0.000     .2464355    .3927624
      dlfbcf |  -.1748729   .0221884    -7.88   0.000    -.2200155   -.1297303
       dlgdp |    .390758   .1472553     2.65   0.012     .0911648    .6903512
         res |  -.9413654   .1944014    -4.84   0.000    -1.336878   -.5458527
       _cons |  -.0024817   .0063987    -0.39   0.701    -.0154999    .0105365
------------------------------------------------------------------------------
```

Annexe C9 : d'hétéroscédasticité du modèle de court terme

```
. estat archlm, force
LM test for autoregressive conditional heteroskedasticity (ARCH)

-------------------------------------------------------------------------------
    lags(p) |          chi2               df                 Prob > chi2
------------+------------------------------------------------------------------
          1 |         0.552                1                      0.4575
-------------------------------------------------------------------------------
        H0: no ARCH effects      vs.  H1: ARCH(p) disturbance
```

Annexe C10 : test de Ramsey du modèle de court terme

```
. ovtest

Ramsey RESET test using powers of the fitted values of dlcf
       Ho:  model has no omitted variables
                  F(3, 30) =      0.77
                  Prob > F =      0.5195
```

Annexe C11 : test d'autocorrélation des erreurs du modèle de court terme

```
. estat bgodfrey, lag(1)

Breusch-Godfrey LM test for autocorrelation
```

lags(p)	chi2	df	Prob > chi2
1	0.134	1	0.7138

H0: no serial correlation

Annexe C12 : test de normalité du modèle de court terme

```
. sktest residut
```

Skewness/Kurtosis tests for Normality

				joint	
Variable	Obs	Pr(Skewness)	Pr(Kurtosis)	adj chi2(2)	Prob>chi2
residut	43	0.7533	0.1467	2.35	0.3095

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE i
DEDICACE ii
DEDICACE iii
REMERCIEMENT iv
LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATION v
Résume vii
Introduction 1
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE 3
SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE 3
Paragraphe 1 : Problématique 3
Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèses de l'étude 5
A- Objectifs 5
B- Hypothèses 5
Paragraphe 3 : Revue de la littérature 5
A- La fonction de consommation keynésienne : 9
B) Les reformulations de la fonction de consommation keynésienne : 11
1) L'effet de cliquet (ou de crémaillère) : DUESENBERRY (1948), MODIGLIANI (1949) : 11
2) L'effet de démonstration : J. DUESENBERRY (1949) : 12
3) L'effet de mémoire de T.M. BROWN (1952) : 13
4) Les choix inter temporel de Irving Fisher 13
C) M. FRIEDMAN et l'hypothèse du revenu permanent (1957) : 15
1- L'hypothèse du revenu permanent : 15
2- Les implications : 16
D) Robert Hall et l'hypothèse de marche au hasard (1978) : 17
Paragraphe 4: METHODOLOGIE DE L'ETUDE 18
1- Identification des variables 18
2- Le modèle 20

Paragraphe 2 : Données, méthode de l'étude et la procédure d'estimation. 21

A- Les données 21

B- Méthode de l'étude 21

1- Procédure d'estimation du modèle 21

SECTION 2 : CADRE INSTITUTIONNEL 23

Paragraphe 1 : organisation, fonctionnement et dispositions diverses 23

I : ATTRIBUTIONS 24

II : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT 24

Paragraphe 2 : Déroulement du stage 30

CHAPITRE 2 : PRESENTATION ET ANALYSES DES RESULTATS 31

SECTION 1 : ANALYSE STATISTIQUE 31

Paragraphe 1 : analyse descriptive des séries 31

A- Evolution de la consommation finale des ménages. 31

B- Evolution du revenu national brut 33

C- Evolution du taux d'intérêt créditeur 34

D- Evolution de l'indice des prix à la consommation 35

E- Evolution des exportations et des importations au Bénin ($ US) 36

SECTION 2 : ANALYSE ECONOMETRIQUE 37

a- Test de diagnostique 37

1- Test de stationnarité 37

2- Test de Co intégration 39

b- Résultat de l'équation de long terme 39

c- Résultat de l'équation de court terme 40

Commentaire : 42

RECOMMANDATIONS 46

CONCLUSION 47

Bibliographie 49

ANNEXES i

TABLE DES MATIERES xii